L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline
Jui-Min Hung

Juillet 2022

L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline, Jui-Min Hung

Juillet 2022

Ce rapport est copublié par l'Institut de recherche sur la défense et la sécurité nationales (*Institute for National Defense and Security Research*, Taipei) et l'Institut Thomas More (Paris-Bruxelles)

Institute for National Defense and Security Research

No.172, Bo Ai Rd. Zhongzheng Dist., Taipei City, Taiwan (R.O.C.)
https://indsr.org.tw/en/index
indsr2018@indsr.org.tw

Institut Thomas More

Paris • 8, rue Monsigny, F-75 002 Paris, Tel : +33 (0)1 49 49 03 30
Bruxelles • Rue Maurice Liétart 16/10, B-1150 Bruxelles, Tel : +32 (0)472 87 80 37
www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Sommaire

Les auteurs 7
Résumé 8
Recommandations 10
Introduction 11

Première Partie.
La géopolitique des îles du Pacifique

Les États insulaires du Pacifique : vue d'ensemble 16
Le Forum des îles du Pacifique (FIP) 16
La Communauté du Pacifique (CPS) 18
Territoires non autonomes 19
La présence des États-Unis d'Amérique 19
Les États librement associés (*Freely Associated States*, FAS) 20
La présence française 20

Deuxième Partie.
La géostratégie des États-Unis avec leurs alliés et leurs partenaires

Leçons de la Seconde Guerre mondiale 24
Stratégie des États-Unis dans l'Indopacifique 28
Alliances des États-Unis dans le Pacifique 28

Troisième Partie.
Le « *hard power* » de la Chine dans le Pacifique

Aspects militaires 34
Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophe 34
Surveillance et recueil d'informations maritimes 35
Aspects économiques 36
Des relations économiques asymétriques 36
Initiative de « la Ceinture et la Route » 37
Aides 38
Dons de matériels militaires 38
Aides économiques 39
Diplomatie médicale 39
Évaluation 40

Quatrième Partie.
Le « *soft power* » de la Chine dans le Pacifique

Aspect identitaire : échanges 44

Les échanges et la formation d'officiers 44
Les Instituts Confucius et les associations prochinoises 44

Aspect identitaire : discours 45

« La Chine est à l'avant-garde de la communauté de destin pour l'humanité » 45
« La Chine est la partenaire de la lutte contre le colonialisme » 46
« La Chine est la protectrice de la diaspora chinoise » 47

Évaluation 48

Conclusion 49

Bilan des menaces et prospective 49
Recommandations 50

Tables des tableaux et des figures 55
Bibliographie 56

Les auteurs

Hugues Eudeline est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Ancien officier de marine (EN 72) et ingénieur, il est docteur en histoire militaire, défense et sécurité de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE, Paris), breveté de l'enseignement militaire supérieur français (École supérieure de guerre navale et Cours supérieur interarmées, Paris) et américain (Naval Command College, Newport) et titulaire d'un *Master of Science (*Salve Regina University, Newport). Précédemment chargé de cours à Sciences Po Paris, l'ESCEM et l'ICES, conférencier, essayiste, il consacre ses recherches à la géopolitique et la géostratégie de l'océan mondial. Il est en particulier spécialiste de la Chine maritime. Tant en France qu'à l'international, il publie chaque année une dizaine d'articles sur l'importance croissante du fait maritime dans le monde. Vice-président de l'Institut culturel et géopolitique Jacques Cartier, il est membre correspondant de l'Académie royale de marine suédoise. Il a reçu le prix de Stratégie maritime générale 2022 de l'Académie de marine •

Dr. Jui-Min Hung 洪瑞閔 est titulaire d'un master en Histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg (France) et docteur en Sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Il est chercheur adjoint à la Division de la stratégie et des ressources de défense de l'INDSR (*Institute for National Defense and Security Research*, Taipei). Son domaine de recherche comprend l'économie de la défense, l'industrie de la défense et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Il a mené un projet de recherche sur les opérations d'influence de la Chine. Auparavant, il a travaillé pour le Groupe de recherches et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP, Bruxelles). Il a également participé au programme *Kautilya Fellows* de l'India Foundation (Inde) et à l'Université d'été de Bucerius sur la gouvernance mondiale, co-organisée par l'Observer Research Foundation et la Zeit Foundation (Allemagne) •

Résumé

Les îles du Pacifique sont redevenues des pôles d'intérêt pour les grandes puissances • L'engagement croissant de la République populaire de Chine (RPC) dans la région et sa volonté de s'y implanter durablement modifie les équilibres géopolitiques et remet en cause la « *Pax Americana* » qui règne dans le Pacifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation. Néanmoins, la RPC sait bien, malgré la puissance de ses armes et en particulier de sa marine de guerre, qu'elle n'est pas encore capable de s'opposer aux forces armées des États-Unis et de leurs alliés et partenaires. Maîtrisant le temps long, elle a fixé à 2049 la réalisation de son objectif politique, le « Rêve chinois » (中国梦), et à 2035 celui, stratégique, de disposer de forces de premier plan. C'est par la pratique de l'influence, sous toutes ses formes, à laquelle elle soumet les États ou les territoires, qu'elle va de l'avant et s'installe progressivement partout où cela lui est possible, sans jamais reculer. La France et Taïwan sont particulièrement visées, l'une parce que ses territoires présentent un intérêt géostratégique fort, l'autre tant pour des raisons de politique intérieure qu'également géostratégiques. L'objectif de ce rapport est, non seulement de comprendre la géopolitique des îles et territoires du Pacifique et la géostratégie des États-Unis et de leurs alliés pour la région, mais aussi de dévoiler comment la Chine mène ses activités d'influence, en utilisant les catégories bien connues de *« hard power »* et de *« soft power »* de Joseph Nye.

La géopolitique des îles et des territoires du Pacifique • Le Pacifique est le plus grand des océans. Il comprend de nombreuses îles et atolls, principalement regroupés en quatorze États insulaires, deux « collectivités d'outre-mer » françaises, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et des États liés aux États-Unis. Certains sont des micro-États très vulnérables à l'influence de la RPC. La France y a conservé des possessions territoriales – la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis-et-Futuna et Clipperton – qui en font un État riverain du Pacifique où elle dispose d'une plus grande superficie d'espaces maritimes que tout autre État qui s'y trouve. Seul membre de l'UE activement présent dans la zone, elle y entretient des moyens militaires permanents bien qu'insuffisants eu égard aux enjeux auxquelles elle est confrontée. La plupart des îles situées au nord de l'équateur relèvent de l'autorité des États-Unis d'Amérique qui y ont installé une chaîne de bases puissantes reliant le continent nord-américain au Japon via Hawaï et Guam.

La géostratégie des États-Unis et de leurs alliés pour la région • Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Empire du Japon et les États-Unis ont soigneusement planifié leurs offensives et sélectionné les emplacements les mieux adaptés au soutien de leurs forces au gré de leurs progressions. Ces choix restent justifiés. En faisant abstraction des États proches des États-Unis, les États et territoires susceptibles d'être ciblés par la Chine pour y implanter une base sont la Papouasie Nouvelle-Guinée, les îles Salomon ainsi que la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française. Les États-Unis ont noué depuis la guerre du Pacifique des alliances militaires étroites avec quatre puissances riveraines de l'océan Pacifique : la Thaïlande, le Japon ; la République de Corée et l'Australie. La Maison-Blanche, qui a rendu publique en février 2022 sa nouvelle stratégie Indopacifique, l'a également fait avec les pays de l'*anglosphere* et les puissances qui se sentent menacés par la RPC. En septembre 2021, cela a conduit l'Australie à rompre le partenariat de confiance engagé avec la France et à un réexamen du partenariat stratégique qui liait les deux pays. Cette dernière se trouve dès lors placée dans un isolement géostratégique dangereux alors que l'enjeu néocalédonien est primordial pour sa stratégie dans l'Indopacifique, mais aussi pour son poids géopolitique dans le monde.

Le *« hard power »* de la Chine dans le Pacifique • Au plan militaire, les activités de la Chine dans le Pacifique sont limitées. Elles se concentrent, principalement sur l'aide humanitaire, l'observation et des patrouilles. Cela reflète le fait que la priorité stratégique de la Chine est la percée de la première chaîne d'îles, y compris le contrôle de la mer de Chine méridionale et de la mer de Chine orientale. Pékin n'est pas en mesure d'intervenir dans, et au-delà, de la deuxième chaîne d'îles. Cependant, l'apparition fréquente de bâtiments chinois montre que Pékin accorde une importance croissante à la présence et à l'entraînement en haute mer dans le Pacifique.

Au plan économique, la Chine exerce son influence principalement par le biais de relations asymétriques, l'initiative de « la Ceinture et la Route » et par l'octroi d'aides. L'asymétrie entre les coûts des intrants et les profits stratégiques permet de ne pas sous-estimer l'intervention économique de la Chine dans la région. Les relations économiques asymétriques permettent à Pékin de défendre ses « intérêts essentiels ». L'initiative de « la Ceinture et la Route » et les aides fournies lui permettent de prendre pied dans le Pacifique.

Le *« soft power »* de la Chine dans le Pacifique • En 2013, le président Xi Jinping a proposé le concept de propagande du *« bien raconter l'histoire de la Chine »*. En apportant son aide et en facilitant les échanges, la Chine veut raconter trois histoires principales dans le Pacifique : (1) la Chine est à l'avant-garde de la communauté de destin pour l'humanité, (2) la Chine est la partenaire de la lutte contre le colonialisme et (3) la Chine est la protectrice de la diaspora chinoise. Pékin souhaite fortifier son attractivité et poursuivre sa « domination des esprits » qui sert à façonner un environnement de sécurité favorable, de renforcer la coordination stratégique et le soutien mutuel avec les îles du Pacifique. À l'heure actuelle, la Chine bénéficie du soutien de nombreux pays du Pacifique. Ils voient Pékin comme un partenaire qui partage à la fois leurs souffrances et leur bonheur, permettant à ce dernier de réaliser de nombreux gains diplomatiques. L'évincement progressif de Taïwan du champ de bataille diplomatique et la formation d'une coalition contre l'intervention des puissances occidentales dans la région sont des exemples illustratifs.

Bilan des menaces, prospective et recommandations d'action • La Chine veut se doter d'un espace stratégique à l'est de la première ligne d'îles qui délimite les mers de Chine et la mer du Japon. Il lui donnerait un accès libre à l'océan mondial, nécessaire à l'écoulement de ses flux maritimes commerciaux. Cependant, la disparité des puissances militaires empêche la Chine d'affronter directement les États-Unis dans le Pacifique. L'expérience de la guerre entre la Russie et l'Ukraine a également rendu la Chine plus prudente quant à la reprise de Taïwan par les moyens militaires. De ce fait, Pékin a démontré une approche plus nuancée de ses activités dans le Pacifique. Face à la domination américaine, les performances de la Chine dans la dimension du *« hard power »* sont limitées (bien que la situation commence à changer). En revanche, Pékin a orienté ses vastes ressources (militaires et économiques) vers la dimension du *« soft power »*, et ses efforts ont maintenant engendré de plus en plus de gains, ce qui conforte la domination future de la Chine dans la région. Face à ce constat, la conclusion propose dix recommandations (trois pour l'ensemble des pays libres, trois pour la France et quatre pour Taiwan) visant à combattre la stratégie de la Chine.

Recommandations

Recommandation 1 • **Œuvrer à l'établissement d'une alliance des puissances militaires riveraines de l'Indopacifique et partageant les valeurs universelles de la liberté et de l'État de droit et de la démocratie**

Recommandation 2 • **Se tenir prêt à annihiler dès le début d'un éventuel conflit les sept hauts fonds remblayés illégalement par la Chine dans l'archipel des Spratley**

Recommandation 3 • **Être en position de fermer le carcan des approches maritimes de la Chine**

Recommandation 4 • **Lutter contre les opérations d'influence chinoise en travaillant au renforcement de la cohésion de la population en Nouvelle-Calédonie dans le giron de la République française**

Recommandation 5 • **Baser des moyens aéronavals français capables d'assurer l'action de l'État en mer et de mener des opérations de haute intensité dans le Pacifique**

Recommandation 6 • **Malgré la méfiance créée par « l'affaire des sous-marins australiens », nouer une alliance forte avec les principales puissances de l'Indopacifique face à la montée en puissance chinoise**

Recommandation 7 • **Accroître la participation de Taïwan aux mécanismes de coopération en matière de sécurité régionale**

Recommandation 8 • **Établir une nouvelle chaîne d'approvisionnement de haute technologie entre Taïwan et la France**

Recommandation 9 • **Promouvoir la culture et les valeurs taïwanaises**

Recommandation 10 • **Renforcer le lien austronésien**

Introduction

Les îles du Pacifique, principalement situées dans l'hémisphère sud, sont redevenues des pôles d'intérêt pour les grandes puissances. L'engagement croissant de la République populaire de Chine (RPC) dans la région et sa volonté de s'y implanter durablement modifie les équilibres géopolitiques et remet en cause la « *Pax Americana* » qui règne dans le Pacifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation.

La région fait partie de l'Indopacifique que les États-Unis considèrent depuis longtemps comme vitale pour leur sécurité et leur prospérité (1). Elle a été le théâtre des combats qui ont opposé l'Empire du Japon aux États-Unis ainsi qu'à leurs alliés et partenaires pendant la guerre du Pacifique de 1941 à 1945. Certaines de ces îles ont été indispensables au soutien des immenses forces navales, terrestres et aériennes qui se sont affrontées. Relativement peu nombreuses à s'y prêter, ce sont souvent les mêmes qui pourraient servir de bases avancées demain à la RPC. Plusieurs, comme Guam, accueillent toujours des installations militaires américaines de premier plan, en complément des grandes bases situées principalement au Japon. La signature du pacte tripartite liant l'Australie, le Royaume-Uni les États-Unis (AUKUS), établi au détriment de la France en 2021, devrait permettre à la première de se doter de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) mieux adaptés à un éventuel conflit avec la RPC. Pour les accueillir, elle va ouvrir prochainement deux bases, l'une sur la côte est pour ceux dont elle va se doter, l'autre sur la côte ouest, pour ceux des marines britannique et américaine.

La France, grâce à ses outre-mer, est une puissance résidente dans la zone. Elle a été le premier pays européen à avoir adopté une stratégie Indopacifique. Contrairement aux pays anglo-saxons qui se préparent à une guerre à court ou moyen terme, elle se veut une « puissance d'équilibre » malgré la polarisation en cours. Elle a l'ambition de mener une stratégie qui repose sur la coopération de défense, le renforcement de ses partenariats bilatéraux et l'investissement dans les organisations régionales (2).

En dépit de l'opposition des autres pays riverains et en contradiction avec la loi de la mer rédigée sous l'égide de l'ONU, la Chine est en mesure d'exercer un contrôle absolu des mers proches (mer de Chine méridionale, mer de Chine orientale et mer Jaune). Pour sécuriser sa politique d'expansion commerciale elle veut franchir la première ligne d'îles qui les délimitent. Elle en a également l'absolue nécessité pour permettre le déploiement sans limites de sa force de dissuasion océanique. Pour ces deux impératifs existentiels, il lui faut disposer d'un espace stratégique toujours plus vaste dans l'océan Pacifique. Il lui ouvrira un accès sans contrainte à l'océan mondial, en particulier aux routes maritimes de l'Arctique vers l'Europe et de tirer ainsi profit du réchauffement climatique. Il lui faut pour cela impérativement ouvrir le carcan qui enserre ses approches maritimes en prenant le contrôle de Taïwan, qui en est la clé, de vive force si nécessaire. Elle doit également pouvoir disposer dans le Pacifique d'une chaine logistique composée de ports civils contrôlés par des entreprises chinoises et capables d'assurer des activités duales (civiles et militaires). Enfin pour protéger ses flux maritimes et déployer sa puissance militaire, la RPC doit y posséder de grandes bases avancées judicieusement situées, comme l'est Djibouti dans l'océan Indien.

Un tel besoin semble être progressivement mis en pratique. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré le 19 avril 2022 que les ministres des Affaires étrangères de la Chine et des îles Salomon ont signé récemment un accord-cadre de coopération en matière de sécurité, sans fournir de détails sur la version finale de l'accord selon le projet qui a fait l'objet d'une fuite préalablement (en mars 2022). La Chine, en fonction de ses propres besoins et avec le consentement des Îles Salomon, pourrait effectuer des escales avec ses bâtiments dans les Îles Salomon et y effectuer des approvisionnements logistiques. L'accord

(1) *White House* (2022). La citation du président Joe Biden prononcée le 24 septembre 2021 lors du sommet des dirigeants du Quad et placée en exergue du document ne laisse aucun doute sur l'importance du théâtre : « *L'avenir de chacune de nos nations – et même du monde libre – dépend de la pérennité et de l'essor d'un Indopacifique libre et ouvert dans les décennies à venir* ».
(2) Cf. Amadou, Aude et Herbillon, Michel (2012).

de sécurité entre la Chine et les îles Salomon a provoqué une forte opposition de pays comme les États-Unis et l'Australie, mais la pression de cette dernière n'a pas été en mesure de mettre fin à l'accord.

La RPC sait bien que, malgré la puissance de ses armes et en particulier de sa marine de guerre, elle n'est pas encore capable de s'opposer aux États-Unis et à leurs alliés et partenaires. Maîtrisant le temps long, elle a fixé à 2049 la réalisation de son objectif politique, le « Rêve chinois » (中国梦), et à 2035 celui, stratégique, de disposer de forces de premier plan. Fidèle à la méthode des petits pas, elle progresse lentement, étape après étape, pour obtenir cumulativement des avancées significatives sans risquer de se voir opposer une force incontournable. C'est par la pratique de l'influence, sous toutes ses formes, à laquelle elle soumet les États ou les territoires qu'elle va de l'avant et s'installe progressivement partout où cela lui est possible, sans jamais reculer. Outre les plus vulnérables dont il sera traité, la France et Taïwan sont particulièrement visées, l'une parce qu'elle est une ancienne puissance coloniale dont les territoires présentent un intérêt géostratégique fort, l'autre tant pour des raisons de politique intérieure qu'également géostratégiques.

Les territoires français sont ciblés en jouant sur la fibre indépendantiste d'une minorité, en flattant les *égos* des dirigeants ou en promettant des avantages économiques. La France est principalement préoccupée par l'évolution de la situation dans ses territoires d'outre-mer. L'influence chinoise en Polynésie française s'est accentuée depuis que Pékin a ouvert son consulat à Papeete en 2007. Des personnalités politiques et économiques chinoises ont ainsi successivement reçu l'Ordre de Tahiti Nui, la plus haute distinction du territoire **(Tableau 1)**. Dans un rapport soumis conjointement par les agences de renseignement françaises en juillet 2020, la Chine a été accusée d'avoir délibérément utilisé des dons de fournitures médicales pour favoriser « ses amis français » dans tout le pays, y compris en Polynésie française **(1)**. Quant au projet de ferme aquacole géante chinoise de Hao **(2)**, le président français Emmanuel Macron a jugé que « *ce projet n'a pas de création d'emplois documentée, a des investisseurs douteux et a fait l'objet de beaucoup de réserve sur la nature de ses financements* » **(3)**. Dans un discours prononcé à Papeete le 28 juillet 2021, il a clairement précisé : « *Ici, c'est la Polynésie ! Mais ici, c'est la France ! Et vous serez protégés* » **(4)**. On peut y voir une allusion à Pékin et la volonté de la France de défendre fermement la souveraineté de la Polynésie française.

La menace d'intervention militaire qui pèse sur Taïwan est régulièrement rappelée. En parallèle, la RPC déploie une intense activité pour isoler Taïpei. La reconnaissance mutuelle diplomatique entre la République de Chine (RDC) et les îles du Pacifique violant le « principe d'une seule Chine », et donc l'intégrité de la souveraineté

Tableau 1 • **Liste des titulaires chinois de l'Ordre de Tahiti Nui (Polynésie française)**

Date	Titulaire	Fonction au moment de l'attribution	Grade
03/04/2001	Jiang Zemin	Président de la République populaire de Chine	Grand-Croix
03/04/2001	Wu Jianmin	Ambassadeur de Chine à Paris	Commandeur
10/10/2013	Li Xiaolin	Présidente de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger	Commandeur
27/06/2014	Wang Jian	PDG de la compagnie aérienne Hainan Airlines (Chine)	Commandeur
29/05/2018	Wang Cheng	Président de la société Tahiti Nui Océan Foods	Commandeur
26/10/2020	Shen Zhiliang	Consul de la République populaire de Chine à Papeete	Commandeur

Source · Ordre de Tahiti Nui, liste des titulaires

(1) Mélanie Thomas, « Le traitement de faveur des "amis français de la Chine" face au Covid-19 », *Le Monde*. 6 juillet 2020, disponible ici.
(2) Hao est le quatrième plus grand des atolls de Polynésie. Doté d'une piste d'aviation de 3460 mètres, il était jusqu'en 2000, le siège du Centre d'Expérimentation nucléaire du Pacifique.
(3) Christophe Marquand, « Emmanuel Macron enterre la ferme aquacole de Hao mais y implante le RSMA », France Info, 28 juillet 2021, disponible ici.
(4) « Discours du Président Emmanuel Macron depuis Papeete ». 28 juillet 2021, disponible ici.

chinoise, Pékin cherche à retourner le choix diplomatique de ces pays de différentes façons (1). L'Océanie est une zone de concurrence acharnée entre Pékin et Taïpei et de nombreux pays ont changé leur reconnaissance diplomatique à plusieurs reprises (Tableau 2). Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Tsai Ing-wen en 2016, les îles Salomon et les Kiribati ont successivement rompu leurs relations diplomatiques avec la RDC. Comme l'a souligné la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen : « *Au cours des dernières années, la Chine a continuellement exercé des pressions financières et politiques pour supprimer l'espace international de Taïwan* » (2) ; Taïpei est confrontée à une nouvelle vague d'oppression totale de la part de Pékin.

De ce fait, les activités de la Chine dans les pays insulaires du Pacifique préoccupent de nombreux pays. Cette note est donc composée de quatre parties. La première étudie la géopolitique des îles et territoires du Pacifique. La deuxième analyse la géostratégie des États-Unis et de leurs alliés pour la région, à partir des leçons qui peuvent être tirées de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, cette étude utilise les concepts de Joseph Nye de *« hard power »* et de *« soft power »* pour analyser la construction de l'influence de la Chine dans la région du Pacifique (3). La troisième examine son *« hard power »* qui met l'accent sur les aspects de commandement et de coercition de la puissance. La quatrième décompose son *« soft power »* qui se concentre sur l'aspect attractif de la puissance. Après avoir découvert les différents types d'influences utilisées par la RPC pour s'implanter durablement dans la région en utilisant les spécificités des différents pays, une conclusion synthétise les leçons qui peuvent-être tirées de ce travail ; elle propose des actions pour l'ensemble des alliés démocratiques, la France et Taïwan.

Tableau 2 • **Changements de la reconnaissance diplomatique des pays insulaires du Pacifique** (4)

Pays	1er changement	2e changement	3e changement
Fidji	*05/11/1975*		
Samoa	29/05/1972	*06/11/1975*	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*12/10/1976*	05/07/1999	*21/07/1999*
Vanuatu	*26/03/1982*	03/11/2004	*11/11/2004*
Micronésie	*11/09/1989*		
Îles Cook	*25/07/1989*		
Tonga	10/04/1972	*02/11/1998*	
Niue	*12/12/2007*		
Îles Salomon	24/03/1983	*21/09/2019*	
Kiribati	*25/06/1980*	07/11/2003	*27/09/2019*
Tuvalu	19/09/1979		
Nauru	04/05/1980	*21/07/2002*	14/05/2005
Palaos	29/12/1999		
Îles Marshall	*16/11/1990*	20/11/1998	

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

(1) Considérant la complexité de l'usage du terme de « Chine » dans les contextes variés et la commodité de la rédaction, la Chine désigne la République populaire de Chine dans le présent texte sauf indication spécifique.
(2) "President Tsai's statement on termination of diplomatic relations with Solomon Islands", Office of the President Republic of China (Taiwan), 16 septembre 2019, disponible ici.
(3) Il convient de noter qu'un acte d'un pays est souvent une combinaison de *« soft power »* et de *« hard power »*. Comme l'a indiqué Nye, les relations entre le *« soft power »* et le *« hard power »* sont comme un spectre continu, et il y a souvent de nombreuses zones grises indiscernables au milieu du spectre. Ainsi, les activités chinoises mentionnées dans cette étude peuvent également avoir à la fois des dimensions de « hard power » et de « soft power ». Voir Nye, Joseph S. (2021).
(4) Le tableau se lit de la manière suivante : les dates en bleu indiquent l'établissement de relations diplomatiques avec la RDC, les dates en rouge et en italique indiquent l'établissement des relations diplomatiques avec la RPC.

Première partie.

La géopolitique des îles du Pacifique

Le théâtre concerné par cette étude comprend l'ensemble des îles situées à l'est de la « première ligne d'îles » **(Figure 1)**. Les États insulaires du Pacifique sont dispersés sur une vaste étendue d'océan et sont divisés en trois sous-régions : la Mélanésie, la Polynésie et la Micronésie. On compte quatorze États insulaires, deux « collectivités d'outre-mer » françaises, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et des États liés aux États-Unis **(Tableau 3)**.

Les États insulaires du Pacifique : vue d'ensemble

Certains États insulaires du Pacifique, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et les Fidji, sont relativement grands et possèdent de vastes ressources naturelles ; d'autres sont très petits, situés sur des atolls coralliens peu émergents, avec des perspectives économiques limitées et une grande vulnérabilité aux effets du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer.

Le Forum des îles du Pacifique (FIP)

Le Forum des îles du Pacifique (FIP) est la principale organisation politique et économique de la région. Il compte dix-huit membres, dont quatorze États insulaires du Pacifique, deux « collectivités d'outre-mer » françaises, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il a été créé en 1971 contre la France pour traiter des questions

Figure 1 • **Carte des îles du Pacifique en 2022**

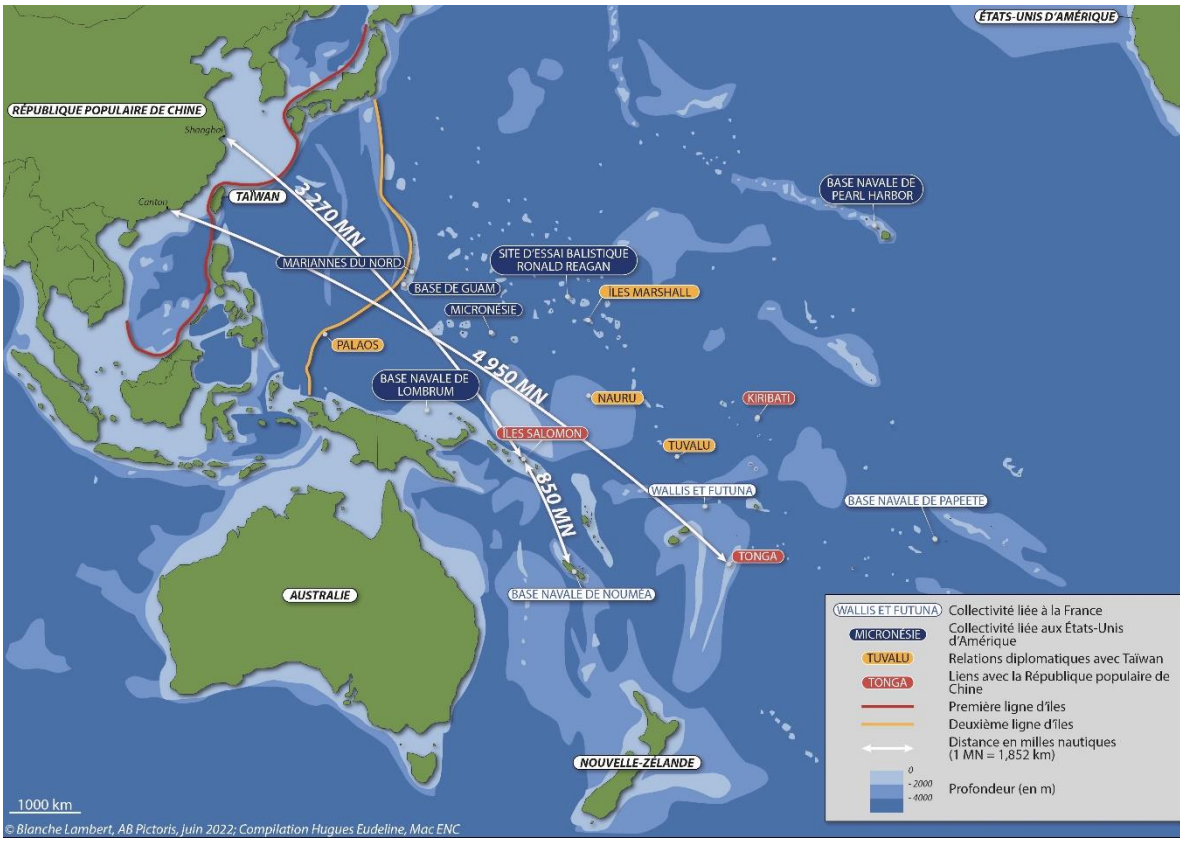


Tableau 3 • Présentation synthétique des États du Pacifique Sud

État	Archipel	Capitale	Régime	Nbre d'habitants	Superficie (km^2)	Politique étrangère
Fidji (les)	Mélanésie	Suva	République	903 000	18 272	
Kiribati	Micronésie	Bairiki	République	121 000	726	Reconnaît la RPC depuis 2019
Marshall *(Republic of the Marshall Islands, RMI)*	Micronésie	Delap-Uliga-Darrit (Majuro)	République	60 000	181	État librement associés avec les États-Unis, reconnaît Taïwan
Micronésie *(Federated States of Micronesia, FSM)*	Micronésie	Palikir	République fédérale	116 000	702	États librement associés avec les États-Unis
Nauru	Micronésie	Yaren	République	11 000	21	Reconnaît Taïwan
Palaos *(Republic of Palau)*	Micronésie	Melekeok	République (fédération de 16 États)	18 000	459	États librement associés avec les États-Unis, reconnaît Taïwan
Papouasie-Nouvelle Guinée (PNG)	Mélanésie	Port Moresby	Monarchie constitutionnelle	9 119 000	462 840	
Salomon (Îles)	Mélanésie	Honiara	Monarchie parlementaire	704 000	28 896	Reconnaît la RPC depuis 2019
Samoa (les)	Polynésie	Apia	Démocratie parlementaire	200 000	2842	
Tonga (les)	Polynésie	Nuku'alofa	Monarchie constitutionnelle	107 000	747	
Tuvalu	Polynésie	Funafuti	Monarchie constitutionnelle	12 000	26	Reconnaît Taïwan
Vanuatu	Mélanésie	Port-Vila	République	314 000	12 189	
Mariannes du Nord	Micronésie	Garapan	Territoire non incorporé et organisé des États-Unis	58 000	457	États-Unis
Guam	Micronésie	Hagatna	Territoire non incorporé et organisé des États-Unis	170000	541	États-Unis
Samoa américaines	Polynésie	Pago Pago	Territoire non incorporé et non organisé des États-Unis	55 000	199	États-Unis
Nouvelle Calédonie	Mélanésie	Nouméa	Collectivité *sui generis*	288000	19 100	Souveraineté partagée
Polynésie française	Polynésie	Papeete	Collectivité d'outre-mer française	282000	3687	France
Wallis et Futuna	Polynésie	Matu-Utu	Collectivité d'outre-mer française	11 000	142	France
Pitcairn		Adamstown	Territoire britannique d'outre-mer dans l'océan Pacifique	47	47	Royaume Uni
Nioue	Polynésie	Alafi	Accord de libre association avec la Nouvelle Zélande	2000	260	Propre politique étrangère
Iles Cook	Polynésie	Avarua	Monarchie parlementaire. État associé à la Nouvelle Zélande	18000	236	Politique étrangère indépendante
Tokelau	Polynésie		Monarchie constitutionnelle parlementaire	1000	12	Territoire de la Nouvelle Zélande

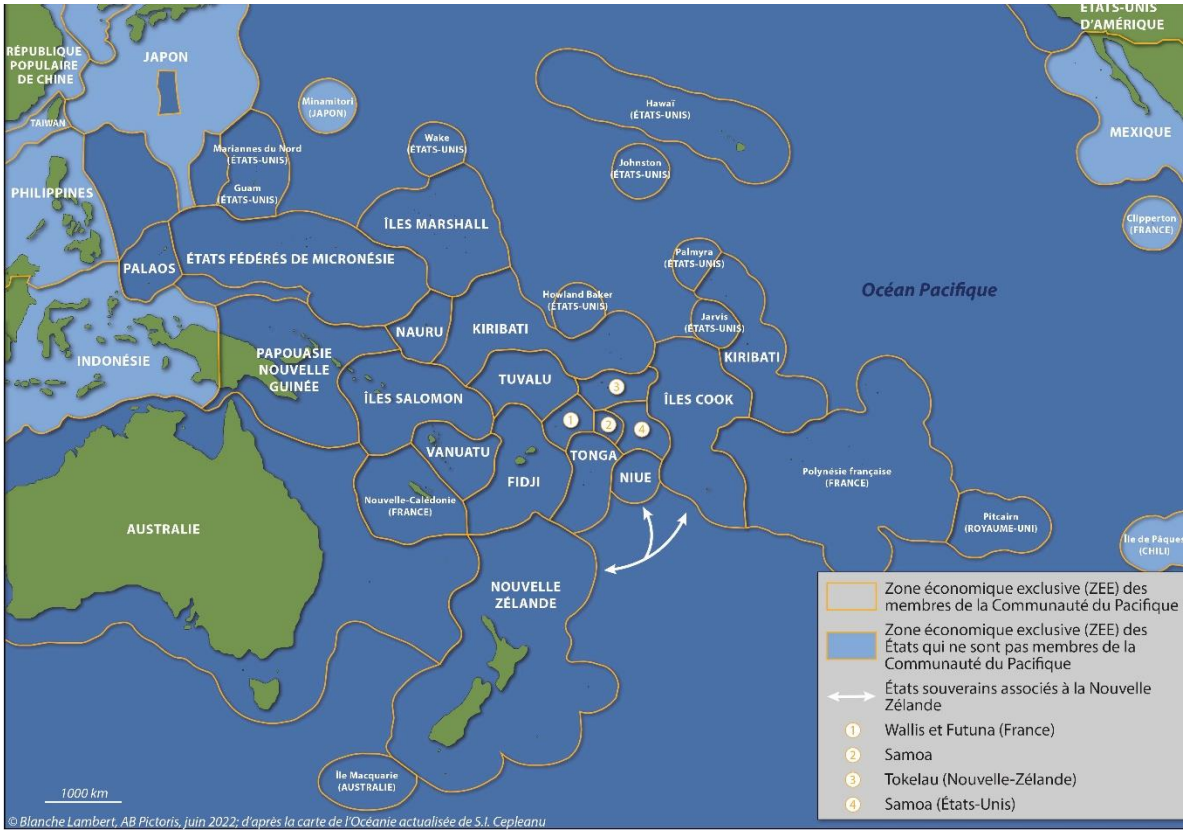
Source · *Livre de poche des statistiques mondiales*, série V N°45, Nations Unies

politiques, dont la décolonisation et de la question des essais nucléaires qu'aucune autre organisation de la zone ne traitait. En septembre 2018, les dirigeants de tous les États membres ont signé la « *Boe Declaration on Regional Security* » qui rappellent en préambule leur vision et leurs valeurs **(1)**. C'est une région de *« paix, d'harmonie, de sécurité, d'inclusion sociale et de prospérité, afin que tous les habitants du Pacifique puissent mener une vie libre, saine et productive »*. En février 2021, suite à un conflit de leadership, les cinq pays de la sous-région micronésienne ont annoncé qu'ils se retiraient de l'organisation. Les tensions au sein du FIP peuvent représenter des défis pour la coopération régionale.

La Communauté du Pacifique (CPS)

La Communauté du Pacifique (CPS) est une organisation internationale de développement régie par 27 membres, dont 22 pays et territoires insulaires du Pacifique. Le siège de l'organisation se trouve à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie **(Figure 2)**. Elle fournit principalement des conseils techniques et scientifiques et sert de canal pour le financement de projets de développement par les pays donateurs. La CPS ne s'occupe pas des questions militaires ou de sécurité. Les membres sont : les Samoa américaines, l'Australie, les Îles Cook, les Fidji,

Figure 2 • **Carte de la Communauté du Pacifique, avril 2012**



(1) "Boe Declaration on Regional Security", Pacific Island Forum, disponible ici.

la France, la Polynésie française, Guam, les Kiribati, les Îles Marshall, Micronésie, Nauru, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, Niue, les île Mariannes du Nord, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Pitcairn, Samoa, les Îles Salomon Tokelau, les Tonga, Tuvalu, le Royaume-Uni (de retour en 2021), les États-Unis, le Vanuatu, Wallis et Futuna.

Territoires non autonomes

Sont qualifiés de non autonomes, aux termes du chapitre XI de la Charte des Nations-Unies, les *« territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes »* (1). Dans le Pacifique, ce sont : les Samoa américaines (États-Unis) ; Guam (États-Unis) ; la Polynésie française (France) ; la Nouvelle-Calédonie (France) ; Pitcairn (Royaume-Uni) ; Tokélaou (Nouvelle-Zélande). À ces territoires dont l'ONU s'occupe, se greffe la volonté de sécession d'une partie de la Papouasie–Nouvelle-Guinée. Lors d'un référendum non contraignant organisé en 2019, 98 % des habitants de l'île de Bougainville en PNG ont voté pour l'indépendance. Les gouvernements de Bougainville et de PNG négocient une feuille de route pour y accéder. Elle doit être approuvée par le parlement de PNG.

La présence des États-Unis d'Amérique

Les États-Unis jouent depuis longtemps un rôle économique et stratégique majeur dans la sous-région micronésienne, où se trouvent principalement :

- deux territoires américains : Guam et les îles Mariannes du Nord ;
- les États librement associés (FAS) (République des Îles Marshall, États fédérés de Micronésie et République de Palaos), qui entretiennent des liens économiques et sécuritaires particuliers avec les États-Unis ;
- Le territoire des Samoa américaines, qui se trouve dans la sous-région polynésienne.

Les États-Unis disposent d'importants moyens militaires basés dans le Pacifique. Leur commandement pour l'indopacifique, basé à Hawaï, englobe l'Océanie dans sa zone de responsabilité. Ils disposent de bases aériennes et navales à Guam et d'un site d'essai de missiles balistiques intercontinentaux sur l'atoll de Kwajalein dans les îles Marshall (*Ronald Reagan Missile Test Site)*, qui a également des activités de surveillance spatiale. Ils installent actuellement des systèmes radars à Palaos. Ils ont des liens militaires avec Fidji, la PNG et Tonga, les seuls pays insulaires du Pacifique à disposer de forces militaires régulières. L'aide du Département d'État américain et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) à la région des îles du Pacifique se concentre sur la prévention et la réponse aux catastrophes, la résilience climatique et la protection de l'environnement, le gouvernement et la société civile, la connectivité numérique, la pêche, l'énergie et la santé. En 2018, les États-Unis ont annoncé le Partenariat pour l'électrification de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un effort de collaboration avec l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande, qui se concentre sur l'expansion de la capacité et de la distribution de l'approvisionnement électrique du pays. En 2019, le Département d'État a lancé un nouveau programme régional pour les îles du Pacifique dans le cadre de sa stratégie indopacifique.

(1) Liste des « Territoires non autonomes », Nations unies, disponible ici.

Les États librement associés (*Freely Associated States*, FAS)

Trois États souverains insulaires du Pacifique – les États fédérés de Micronésie (EFM), la République des Îles Marshall (RMI) et la République des Palaos – sont liés, par le biais d'accords bilatéraux de libre association avec les États-Unis (*Compact of Free Association*, COFA) (1). Ils reçoivent une aide économique et accordent aux États-Unis la prérogative d'exploiter des bases militaires sur leur sol et de prendre des décisions qui affectent la sécurité mutuelle. Les États-Unis et les FAS négocient actuellement la prolongation de l'assistance économique conformément aux accords de libre association. Elle doit expirer en 2023 pour les îles Marshall et la Micronésie et en 2024 pour Palaos, tandis que les dispositions relatives à la défense, à la sécurité et à l'immigration doivent être maintenues. Les principales dispositions des pactes sont les suivantes :

- les États-Unis sont tenus de défendre les FAS contre toute attaque ou menace d'attaque. Les États-Unis peuvent bloquer les politiques du gouvernement des FAS qu'ils jugent incompatibles avec leur devoir de les défendre (le « veto de défense ») ;
- les États-Unis ont la prérogative de refuser l'utilisation stratégique ou l'accès militaire aux FAS par des pays tiers (le « droit de refus stratégique ») ;
- les États-Unis peuvent établir des installations militaires dans les FAS ;
- les citoyens des FAS ont le droit de résider et de travailler aux États-Unis et dans ses territoires en tant que non-immigrants légaux ou « résidents habituels » ;
- les citoyens des FAS peuvent se porter volontaires pour servir dans les forces armées américaines.

En vertu de l'accord, les armées américaines ont accès aux îles, bien qu'elle n'y ait pas de troupes affectées en permanence. Le 4 septembre 2020, les Palaos ont demandé aux États-Unis de construire des installations militaires sur leur territoire, et de les utiliser régulièrement ensuite. Certains décideurs américains ont exprimé leur soutien à la poursuite de l'aide économique aux FAS, en raison de leur dépendance économique permanente, des obligations historiques des États-Unis et de la nécessité perçue de contrer l'influence croissante de la Chine dans la région. L'engagement de la RPC est néanmoins relativement limité dans les FAS en raison de la présence économique et sécuritaire des États-Unis dans les États du Pacte et de l'absence de relations diplomatiques de la RPC avec les Îles Marshall et Palaos (2).

La présence française

Présente en Mélanésie et en Polynésie, la France y a conservé des possessions territoriales – la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les îles Wallis-et-Futuna – qui lui assurent une présence dans le Pacifique. Elle est le seul État membre de l'UE activement présent dans la zone, y compris avec des moyens militaires permanents regroupant plus de 7 000 hommes et femmes.

La Polynésie française est une collectivité d'outre-mer au statut d'autonomie élargi, qui dispose de ses propres institutions (Président, gouvernement, Assemblée législative). Elle entretient des relations spécifiques avec la RPC, sans nécessairement y associer l'État français (3). La Nouvelle-Calédonie est administrée sous le statut de

(1) Lum, Thomas (2020).
(2) *Ibid.*, pp. 11-12.
(3) Paco Milhet, « Géopolitique de l'outre-mer. Quelle concurrence France/Chine en Polynésie française ? », Diploweb, 14 novembre 2021, disponible ici.

collectivité *sui generis* française. Elle possède la deuxième réserve de nickel au monde (1). Enfin, depuis une trentaine d'années, des tensions et des violences séparent loyalistes et indépendantistes en deux camps similaires en nombre. Un document présentant la stratégie de la France dans l'Indopacifique résume la situation dans les termes suivants : « *Dans le cadre de l'accord de Nouméa de 1998, une troisième consultation référendaire sur la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie s'est tenue le 12 décembre 2021. Après les référendums des 4 novembre 2018 et 4 octobre 2020, les Calédoniens se sont prononcés une nouvelle fois contre l'accès à la pleine souveraineté et à l'indépendance. Conformément aux engagements pris le 1er juin 2021, une période de transition de dix-huit mois s'est ouverte au lendemain de la troisième consultation pour bâtir un projet commun pour la Nouvelle-Calédonie et conforter sa place dans cette région de l'Indopacifique* » (2).

La France et les trois collectivités françaises du Pacifique sont membres de la CPS (voir *supra*) ainsi que du PROE (3). Depuis 2016, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française sont également membres à part entière du FIP. L'appartenance à ces organisations régionales ancre la légitimité politique de la France dans la région, renforce l'intégration régionale de ses outre-mer et lui permet de promouvoir ses intérêts à cette échelle (4). Avec 10 911 823 km^2, elle dispose de la seconde superficie d'espaces maritimes (5) mondiale dont plus de 63 % se situent dans le Pacifique, majoritairement autour de la Polynésie française. Elle dispose dans le Pacifique de la plus grande superficie d'espaces maritimes que tout autre État qui s'y trouve. En cumulant eaux intérieures, mer territoriale, zone économique exclusive et plateau continental au-delà des 200 milles, elle couvre 6 932 677 km2, qui se décomposent en :

- Nouvelle-Calédonie : 1 440 161 km^2 ;
- Wallis et Futuna : 262 465 km^2 ;
- Polynésie française : 4 793 620 km^2 ;
- Clipperton : 436 431 km^2 (6).

(1) Melissa Garside, "Major countries in worldwide nickel mine production in 2021", Statista, 8 mars 2022, disponible ici.
(2) Ministère des Affaires étrangères et de l'Europe (2022), p. 17.
(3) Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE), issu de la CPS, qui est spécialisé dans les questions environnementales.
(4) Amadou, Aude et Herbillon, Michel (2012), pp. 80-82.
(5) Eaux intérieures, mer territoriale, zone économique exclusive et plateau continental au-delà des 200 milles cumulés.
(6) Ces données sont disponibles sur le portail « Limites maritimes » du gouvernement français, disponible ici.

Deuxième partie.

La géostratégie des États-Unis avec leurs alliés et leurs partenaires

Leçons de la Seconde Guerre mondiale

« L'infanterie gagne les batailles, la logistique gagne les guerres. »

Général John J. Pershing

Les possibilités d'implantation de bases logistiques navales et aériennes capables de soutenir des flottes à l'échelle de celles de la Chine et des États-Unis sont relativement peu nombreuses malgré la superficie de l'océan Pacifique (1). Les choix faits pendant la Guerre du Pacifique (1941-1945) par deux adversaires, disposant des deux plus grandes forces navales de l'époque et situés de part et d'autre de cet immense océan, sont riches d'enseignement. Que ce soit pendant la Seconde Guerre mondiale ou dans un conflit à venir avec la RPC, les situations sont comparables. L'adversaire des États-Unis est un État asiatique disposant de la deuxième force armée au monde ; soumis à un embargo commercial il cherche à étendre sa sphère d'influence – limitée au Pacifique dans le cadre de cette étude – et doit pour cela disposer de bases logistiques avancées. Le théâtre d'opérations est similaire. Considérant l'immensité de cet océan, l'écart qui sépare le Japon des côtes chinoises est négligeable et les distances séparant les côtes chinoises des principales bases potentiellement utilisables par sa flotte sont de même ordre de grandeur que celles qui les séparent du Japon.

La similitude des situations a cependant des limites, en particulier en ce qui concerne les alliances. L'Empire du Japon n'en avait pas sous ces longitudes ; il contrôlait cependant Formose (Taïwan), la Corée et une partie importante de la Chine. Aujourd'hui, la RPC ne contrôle pas le Japon, ni la Corée du Sud, ni Taïwan. En revanche, elle est susceptible de « commander » la mer de Chine méridionale dont elle revendique plus des deux tiers de la superficie. Elle dispose pour cela de bases avancées dans les archipels des Spratly et des Paracel et de très nombreuses forces maritimes (Corps des garde-côtes, Milice maritime et Marine de guerre).

Dans les deux cas, les États-Unis sont alliés à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande ainsi qu'aux États d'Europe occidentale peu présents dans l'actuel théâtre indopacifique à l'exception notable de la France. Ils le sont aussi au Japon et à la Corée du Sud, deux pays dont la puissance militaire est loin d'être négligeable, mais que des différends historiques séparent, ce qui pourrait limiter leur efficacité collective en cas de conflit de haute intensité. Enfin, *last but not least*, il ne faut pas oublier dans le camp américain la République de Chine (RDC, Taïwan), épine dans le pied du colosse qu'est la RPC, mais dont les forces très inférieures en nombre et en moyens seront probablement entièrement consacrées à la défense des côtes pour contrer les velléités de prises de contrôle du territoire, menace maintes fois proférée par Pékin. La chute de la RDC, improbable à court terme, permettrait à la RPC de franchir la première ligne d'îles et d'ouvrir l'accès au grand large à ses forces navales. L'intérêt serait particulièrement important pour ses forces sous-marines dont les unités pourraient plonger dès la sortie des ports, la côte est de l'île étant très accore.

La similitude relative des forces et des alliances ainsi que l'identité du théâtre d'opérations potentiel rend toujours pertinentes aujourd'hui les leçons tirées de l'analyse géostratégique du choix des bases avancées fait par le Japon.

Il est également intéressant de prendre en compte la planification des opérations effectuées par les Américains. Sous le nom de « *War Plan Orange* », ce plan interarmées préparait depuis 1926 une guerre qui semblait inéluctable entre l'Empire du Japon (nom de code « Orange ») et les États-Unis (« Bleu »). Il a été tenu à jour et sans cesse adapté à la situation jusqu'à la fin de la guerre en 1945 (2). Il est particulièrement intéressant

(1) Dans le cadre de ce rapport, nous considérons que, comme pendant la Seconde Guerre mondiale, ni l'Australie ni la Nouvelle Zélande ne sont menacées par une prise de contrôle par la RPC et restreignons l'étude aux seules îles du Pacifique Sud.
(2) Miller, Edward S. (1991).

en ce qu'il détermine le choix des bases nécessaires pour accompagner efficacement l'attaque des États-Unis (1). Qu'elles aient été mises en œuvre ou simplement retenues comme faisant partie d'hypothèses plausibles par les États-Unis ou par le Japon, elles déterminent les meilleures options qui s'offrent encore aujourd'hui à des belligérants dans l'océan Pacifique.

La façon dont le contrôle de ces sites est obtenu – pacifiquement ou par le combat – ne change rien à leur importance stratégique. Cependant, l'intérêt d'une présence préalable en temps de paix sur un théâtre d'opérations permet l'établissement précoce et rapide de têtes de pont capables d'accueillir rapidement des éléments précurseurs dès le début des hostilités. Quant à l'agrandissement de l'embryon de base et à la construction d'infrastructures capables d'entretenir des forces déployées en grand nombre, tant les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale et la Guerre froide que la Chine avec le remblaiement de hauts fonds dans l'archipel des Spratly ont montré leur capacité à exceller dans la rapidité et la démesure.

Avant le début des hostilités, ou tôt dans le conflit, les armées américaines avaient créé de nombreux avant-postes dispersés qui se multipliaient rapidement et quasi anarchiquement, sans lien avec le Plan Orange. Il y avait des bases de la marine (*US Navy*) dans les Aléoutiennes (Samoa et quatre atolls) ; des pistes de l'USAAF (*US Army Air Force*) sur Christmas, Canton, les Fidji et la Nouvelle-Calédonie ; d'autres bases étaient envisagées dans les « lointaines » Gilbert, Nouvelles-Hébrides, Salomon et Bismark – chacune requérant la protection de la flotte, drainant de ce fait sa puissance offensive.

Pendant le conflit, la liste des bases navales de taille suffisante pour accueillir des flottes importantes, les entretenir et les avitailler est retreinte. Certaines ont été utilisées alternativement par les deux camps. Ce sont :

- Oahu, Hawaï, fait partie des États-Unis d'Amérique. Pearl Harbor qui s'y trouve est la plus grande base navale américaine du Pacifique en 1941. Deux aérodromes militaires importants, Wheeler et Hickham Field, y sont situés. L'attaque de l'île le 7 décembre 1941 a marqué le début de la Guerre du Pacifique, mais après la défaite japonaise de Midway, elle n'a plus jamais été menacée.
- L'atoll de Wotje devait constituer jusqu'à la version de 1939 du plan Orange de la première d'une chaine de bases à flot. Les autres étant Kwajalein et Eniwetok. Guam devait devenir la « Main Western Dockyard ». Ulithi et Palau étant des bases avancées.
- Majuro : les Américains y établissent une base aérienne et navale qui servira pendant toute la guerre.
- Le grand atoll de Truk était considéré comme la plus redoutable de toutes les places fortes japonaises dans le Pacifique. Sur les différentes îles qui le constituent, le département du génie civil japonais et le département de la construction navale avaient construit des routes, des tranchées, des bunkers et des grottes. Cinq pistes d'atterrissage, des bases d'hydravions, une base de torpilleurs, des ateliers de réparation de sous-marins, un centre de transmissions et une station radar ont été construits pendant la guerre.
- Guam est devenue le « *Main Western Dockyard* » après sa prise par les forces américaines en juin 1944. L'île a été transformée en un énorme entrepôt naval et a hébergé l'état-major de la flotte du Pacifique. Comme Saipan et Tinian, elle a été « couverte » d'aérodromes d'où partaient les raids massifs de bombardement du Japon.

(1) Il faut noter que c'est en raison de la demande impérieuse du général MacArthur que le président Roosevelt a ouvert un second front, contrairement au plan Orange qui n'en prévoyait qu'un, celui qui a été exécuté par l'amiral Nimitz. MacArthur avait quitté le service actif en 1937 pour accompagner la colonie américaine des Philippines vers l'indépendance. En raison de l'invasion japonais, il avait dû quitter le pays en annonçant « qu'il reviendrait ». Très apprécié des médias et de la population américaine, il a réclamé au président – qui n'a pas su le lui refuser – d'ajouter un volet sud à l'offensive américaine et de lui en confier le commandement, la transformant en une « *two-pronged war* ».

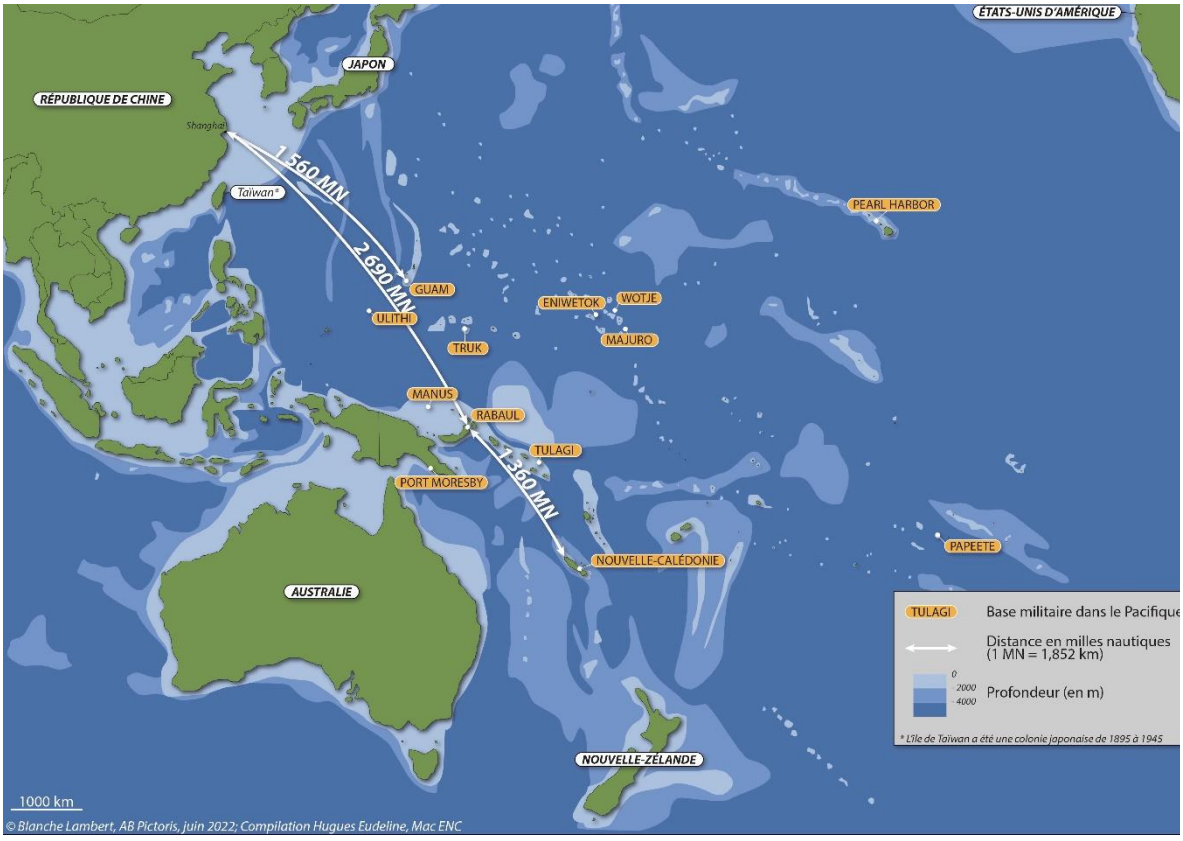
- Saipan et Tinian : bases aériennes. Les Japonais avaient construit trois petites pistes de chasse sur Tinian. Après la prise de l'île par les forces américaines, elles ont été étendues jusqu'à recouvrir la quasi-totalité de l'extrémité nord de l'île pour accueillir l'ensemble des bombardiers Boeing B-29 Superfortress de la 313e escadre de bombardement dont ceux qui ont été larguées les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki. Tinian et Saipan ne sont éloignées que d'un peu plus de 4 km. Guam est à 167 km au sud-ouest de Tinian.
- Rabaul sur l'île de Nouvelle-Bretagne, Papouasie Nouvelle-Guinée. Prise par le Japon en 1942 elle est devenue la principale base d'activité militaire et navale dans le Pacifique Sud.
- Port Moresby : En septembre 1942, important complexe de bases alliées. Le général MacArthur y a installé son quartier général de novembre 1942 à octobre 1944.
- Eniwetok : En novembre 1942, les Japonais construisent un aérodrome sur l'île Engebi pour abriter les avions utilisés sur l'archipel des îles Caroline et le reste des Îles Marshall (1).
- Manus : En 1942, le Japon y a établi une base militaire. Prise par les forces américaines au début 1944, une base navale alliée y a été établie pour tirer avantage d'un des plus grands et des meilleurs plans d'eau en eaux profondes du Pacifique. Les États-Unis en ont fait une importante base navale et aérienne avancée, capable d'assurer l'approvisionnement, l'entretien et la réparation de forces navales et aériennes pour un coût dépassant l'investissement cumulé dans toutes les bases avancées précédentes. Équipée de trois énormes docks flottants, Manus était fonctionnellement équivalente à l'arsenal industriel prévu depuis longtemps pour Truk (2).
- Tulagi : petite île sur laquelle les Japonais avaient installé des pistes d'atterrissage pour protéger Rabaul. Port Purvis, a été utilisé par les marines alliées après sa prise.
- Ulithi : les îles Caroline passant sous le contrôle des États-Unis en 1944, ils y installent une importante base navale avancée avec des docks flottants.
- La Nouvelle-Calédonie : Pendant la Guerre du Pacifique, les États-Unis ont rapidement perdu les bases dont ils disposaient dans leur colonie des Philippines et dans les Mariannes. Ils ont dû identifier rapidement une base logistique principale pour soutenir la branche sud de l'attaque en deux volets, sous les ordres du général Mac Arthur. Les remarquables avantages géographiques offerts par la Nouvelle-Calédonie vont être largement exploités par les États-Unis. Fin 1941, il était évident pour les alliés qu'elle constituait un objectif important pour le Japon en raison d(e sa position qui lui permet de contrôler les approches de l'Australie. Ils décidèrent alors de protéger la Nouvelle-Calédonie et 16 800 hommes de l'armée de terre (*Army Task Force 6814*) y débarquèrent le 12 janvier 1942 alors que la population locale n'était que de 17 000 habitants. Les trois aérodromes (La Tontouta, plaine des Gaiacs et Oua Tom) ont été réaménagés et sept autres pistes construites dont la grande base de l'USAAF de Koumac. La petite base d'hydravions civils de Nouville était prise en charge par l'US Navy ainsi que le port qui était agrandi. En octobre 1942, Nouméa a été préférée à Auckland pour l'installation de la principale base navale américaine ainsi que du principal arsenal logistique pour le soutien des opérations amphibies dans le Pacifique Sud. Des entrepôts de matériel et de carburants ont été construits ainsi qu'une base aéronavale. L'île disposait préalablement de bons réseaux d'infrastructures routière et ferroviaire qui ont pu être facilement adaptés aux gigantesques besoins des armées américaines en guerre. Ce n'est qu'en avril 1945, après l'assaut contre Okinawa, que l'activité a diminué, cette dernière île devenant le nouvel « *Main Western Dockyard* ».

(1) Pendant la guerre froide, l'atoll est équipé d'un aérodrome moderne et d'une longue piste d'atterrissage. L'atoll a été l'un des plus utilisés pour les essais nucléaires américains.
(2) Miller, Edward S. (1991), 342-3.

En les regroupant par États, les différents sites qui se prêtent encore aujourd'hui à l'implantation de bases sont les suivants **(Figure 3)** :

- Hawaï, États-Unis : Oahu.
- Îles Marshall: Wotje, Majuro, Eniwetok.
- Micronésie : Truk
- Territoire non incorporé des États-Unis : Guam.
- Iles Mariannes : Saipan, Tinian.
- Papouasie Nouvelle-Guinée : Rabaul, Port Moresby, Manus.
- États Fédérés de Micronésie : Ulithi.
- Iles Salomon : Tulagi.
- France, Nouvelle-Calédonie. Le Polynésie française, bien que non concernée pendant la guerre du Pacifique en raison de son éloignement de l'avancée japonaise, aurait pu l'être sans la bataille de Midway qui a bloqué la progression japonaise. Ayant abrité le CEP pendant les campagnes d'essais nucléaires français, elle est dotée d'infrastructures portuaires et aériennes utiles à une grande marine.

Figure 3 • **Carte des principales bases militaires pendant la Seconde Guerre mondiale (Japon et États-Unis) et Polynésie française**



Stratégie des États-Unis dans l'Indopacifique

En février 2022, la Maison blanche a rendu publique la nouvelle stratégie Indopacifique des États-Unis. Le président Biden s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs en affirmant que la zone est le centre de gravité du monde et qu'elle est de ce fait confrontée à des défis croissants, notamment de la part de la RPC : *« La RPC combine sa puissance économique, diplomatique, militaire et technologique dans sa quête d'une sphère d'influence dans la région Indopacifique et cherche à devenir la puissance la plus influente au monde. La coercition et l'agression de la RPC s'étendent à toute la planète, mais c'est dans la région Indopacifique qu'elles sont les plus graves. De la coercition économique de l'Australie au conflit le long de* « Line of Actual Control », *qui la sépare de l'Inde, en passant par la pression croissante sur Taïwan et l'intimidation des voisins dans les mers de Chine orientale et méridionale, nos alliés et partenaires dans la région supportent une grande partie du coût du comportement néfaste de la RPC. Dans ce processus, la RPC porte également atteinte aux droits de l'homme et au droit international, notamment à la liberté de navigation, ainsi qu'à d'autres principes qui ont apporté la stabilité et la prospérité à la région Indopacifique ».*

Le plan d'action de la stratégie comprend un paragraphe qui concerne spécifiquement les îles du Pacifique. Il préconise un partenariat pour renforcer la résilience : *« Les États-Unis travailleront avec leurs partenaires pour établir un groupement stratégique multilatéral qui soutiendra les pays insulaires du Pacifique dans le renforcement de leurs capacités et de leur résilience en tant qu'acteurs sûrs et indépendants. Ensemble, nous renforcerons la résilience climatique par le biais du mécanisme d'infrastructure de la région du Pacifique ; nous coordonnerons nos efforts pour combler les lacunes en matière d'infrastructure dans le Pacifique, notamment en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication ; nous faciliterons les transports ; et nous coopérerons pour améliorer la sécurité maritime afin de protéger les pêcheries, de renforcer la sensibilisation au domaine maritime et d'améliorer la formation et le conseil. Nous donnerons également la priorité à la finalisation des accords de libre association avec les États librement associés »* (1).

Alliances des États-Unis dans le Pacifique

Les États-Unis ont noué des alliances avec quatre pays riverains de l'océan Pacifique : la Thaïlande, le Japon ; la République de Corée et l'Australie. Les Philippines en raison de leur faiblesse militaire et de leur politique erratique vis-à-vis de la Chine sont plus imprévisibles. Cependant, elles ont une grande importance géostratégique par le fait qu'elles constituent une portion importante de la première ligne d'îles qui délimite la mer de Chine méridionale. Par ailleurs, ils ont noué des relations officieuses avec Taïwan depuis le 1er janvier 1979, date à laquelle l'administration Carter a établi des relations diplomatiques avec la RPC et rompu les liens diplomatiques avec le Taïwan autonome, sur lequel la RPC revendique la souveraineté. Le « *Taiwan Relations Act* » de 1979 fournit une base juridique à cette relation bilatérale non officielle (2). Le TRA n'exige pas des États-Unis qu'ils défendent Taïwan, mais stipule que la politique américaine consiste à maintenir la capacité de le faire, ce qui crée une ambiguïté stratégique quant aux actions des États-Unis en cas d'attaque de la RPC contre Taïwan.

(1) *White House* (2022), p. 2 et p. 17.
(2) Lawrence, Susan V. et Campbell, Caitlin (2022).

L'Australie est un allié clé des États-Unis à un moment où l'incertitude géopolitique augmente dans la région Indopacifique **(1)**. Les deux pays entretiennent des relations étroites. Alors que ses relations avec la Chine se sont distendues, l'Australie et les États-Unis ont renforcé leur partenariat pour faire face à l'incertitude géopolitique dans la région, notamment par l'annonce de l'accord Australie-Royaume-Uni-États-Unis (AUKUS), qui devrait fournir à l'Australie la technologie de propulsion nucléaire pour sa prochaine génération de sous-marins. Les liens entre les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde ont été renforcés par le développement du dialogue quadrilatéral sur la sécurité, connu sous le nom de « Quad ». En outre, l'Australie a signé en janvier 2022 un accord d'accès réciproque avec le Japon et – un autre proche allié des États-Unis – destiné à faciliter la coopération en matière de défense entre les deux nations. L'Australie a pris un certain nombre de mesures pour contrer l'influence croissante de la Chine. En 2018, le Parlement australien a adopté de nouvelles lois sur l'espionnage, l'ingérence et l'influence étrangère. Le gouvernement a bloqué la participation de Huawei au développement du réseau mobile 5G. Le budget de défense de l'Australie a augmenté en 2021 pour atteindre 2,1 % du PIB. Les récents gouvernements australiens ont répondu aux efforts d'influence de la Chine dans la région du Pacifique avec sa politique « *Pacific Step Up* » **(2)** et un regain d'intérêt diplomatique pour le Pacifique Sud. Pour terminer, l'Australie comme la Nouvelle-Zélande entretiennent des relations étroites avec une grande partie du Pacifique sud-ouest, notamment dans la sous-région mélanésienne.

D'autres nations alliées des États-Unis dans l'Indopacifique y jouent un rôle important, bien que de moindre ampleur en raison de l'éloignement de leur circuit de décision. Il s'agit du Canada, de la France et de la Grande-Bretagne.

Le Canada déploie des bâtiments de combat dans le Pacifique pour assurer la liberté de navigation. Dans ce cadre, il a exécuté un transit combiné avec un bâtiment américain dans le détroit de Taïwan en 2021, tout en participant à des exercices dans la région. Le Canada devrait publier en 2022 une nouvelle stratégie Indopacifique.

La France, pays européen le plus engagé dans la région, se veut puissance stabilisatrice, portant les valeurs de liberté et de respect du droit : elle affiche l'ambition « *d'apporter des solutions aux défis sécuritaires, économiques, sanitaires, climatiques et environnementaux auxquels les pays de la zone sont confrontés* » **(3)**. Elle dispose de leviers d'influence diplomatiques, culturels, économiques et militaires dans la zone. C'est avant tout l'exercice de la souveraineté nationale dans les collectivités françaises de l'Indopacifique qui légitime la sa présence dans cette région et fait la spécificité de sa doctrine. Plus ancienne alliée des États-Unis, elle a accru ses activités opérationnelles dans la région pour soutenir l'État de droit et garantir la liberté de navigation, notamment par le franchissement du détroit de Taïwan **(4)** par la patrouille d'un sous-marin nucléaire d'attaque **(5)** et par son soutien à l'application des sanctions prévues par la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies contre la Corée du Nord. Elle contribue de manière significative aux efforts multilatéraux du FVEY-Plus (*Five Eyes*-Plus) **(6)** en matière de pêche illégale, de trafic de drogue et d'êtres humains, et d'aide humanitaire aux communautés en cas de catastrophes naturelles ou dues au changement climatique.

---

(1) Vaughn, Bruce (2022).
(2) L'Australie porte ses partenariats dans le Pacifique à un niveau supérieur. Elle œuvre avec ses partenaires pour construire une région sûre au plan stratégique, stable au plan économique et souveraine au plan politique.
(3) Ministère des Affaires étrangères et de l'Europe (2021), p. 3.
(4) Incident maritime dans le détroit de Taiwan : la frégate de surveillance Vendémiaire basée à Nouméa et qui était attendue à Qingdao afin de participer le 23 avril 2019 à un défilé naval pour le 70e anniversaire de la marine chinoise a été interceptée le 7 avril par deux bâtiments chinois dans le détroit de Taiwan. En conséquence, l'invitation de la France qu'elle devait représenter a été retirée. La France a réaffirmé son attachement à la liberté de navigation, conformément au droit de la mer.
(5) L'Émeraude dans le cadre de la mission Marianne menée dans le théâtre indopacifique du 20 sept. 2020 au 7 avril 2021 a croisé en mer de Chine méridionale au cours d'un déploiement de 199 jours. Au cours de sa patrouille opérationnelle, il a effectué des exercices avec l'US Navy, les marines japonaise et indonésienne… Il a fait escale à Perth puis à Guam. Une escale initialement prévue en Indonésie aurait été annulée, probablement sous pression de la Chine.
(6) Il s'agit de l'alliance des services de renseignement des pays de l'anglosphère (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, États-Unis).

La France fait partie de l'arrangement FRANZ avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande et est membre d'un groupe de coordination de la défense quadrilatérale avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. C'est dans ce cadre qu'elle a fait appareiller, respectivement de Papeete et Nouméa les patrouilleurs Arago et La Glorieuse avec plusieurs dizaines de tonnes de fret humanitaire pour porter secours aux habitants des îles Tonga après l'éruption volcanique du 15 janvier 2022. Plusieurs autres pays – notamment la RPC – y ont participé en raison de l'ampleur des besoins, la puissance de l'éruption étant estimée par la NASA à plusieurs centaines de fois la bombe d'Hiroshima. Cependant, *« la décision prise par l'Australie en septembre 2021, sans consultation ni information préalable, de rompre le partenariat de confiance engagé par l'Australie avec la France, notamment porté par le programme des futurs sous-marins (FSP), a conduit à un réexamen du partenariat stratégique qui liait les deux pays. La France poursuivra ses coopérations bilatérales avec l'Australie au cas par cas, en adéquation avec ses intérêts propres et ceux de ses partenaires régionaux »* **(1)**. Dans un rapport d'information de l'Assemblée nationale daté du 16 février 2022, les rapporteurs remarquent : *« Il n'en reste pas moins que ce décalage du rythme de la montée en puissance de nos moyens militaires avec ceux de la Chine crée une fragilité exploitable par cette dernière pour mener une politique du fait accompli, notamment en matière de pêche, tout en exposant nos marins à un potentiel incident armé »* **(2)**.

Les forces militaires basées dans le Pacifique ne sont pas au niveau de celles que requière l'immensité de son domaine maritime, ni la participation à un conflit de haute intensité. La France se voit reléguée à jouer un rôle secondaire. Une trilatérale Inde-France-Japon, en tant que cadre de sécurité dans la région indopacifique, est en cours de formation. Faute d'être une véritable puissance du Pacifique, la France sans alliés forts perdrait toute influence dans la zone malgré l'importance géostratégique de ses territoires. Elle y serait remplacée par les États-Unis comme cela s'est produit en 1941 ou pourrait l'être par la RPC qui a signé un accord de défense avec les Salomon situées à seulement 1 500 km de Nouméa. L'enjeu néocalédonien est donc primordial pour la stratégie française dans l'Indopacifique, mais aussi pour son rang géopolitique dans le monde **(3)**. Tout en réglant définitivement les problèmes de cohabitation des populations sur le Caillou, la France doit impérativement augmenter rapidement ses moyens opérationnels tant en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie française en y basant des frégates de premier rang, un SNA par rotation et des escadrons de chasse. Le déploiement en juin 2021 de trois Rafale en Polynésie, ce que l'Armée de l'air et de l'espace considère être un exploit, ne saurait suffire en cas de conflit.

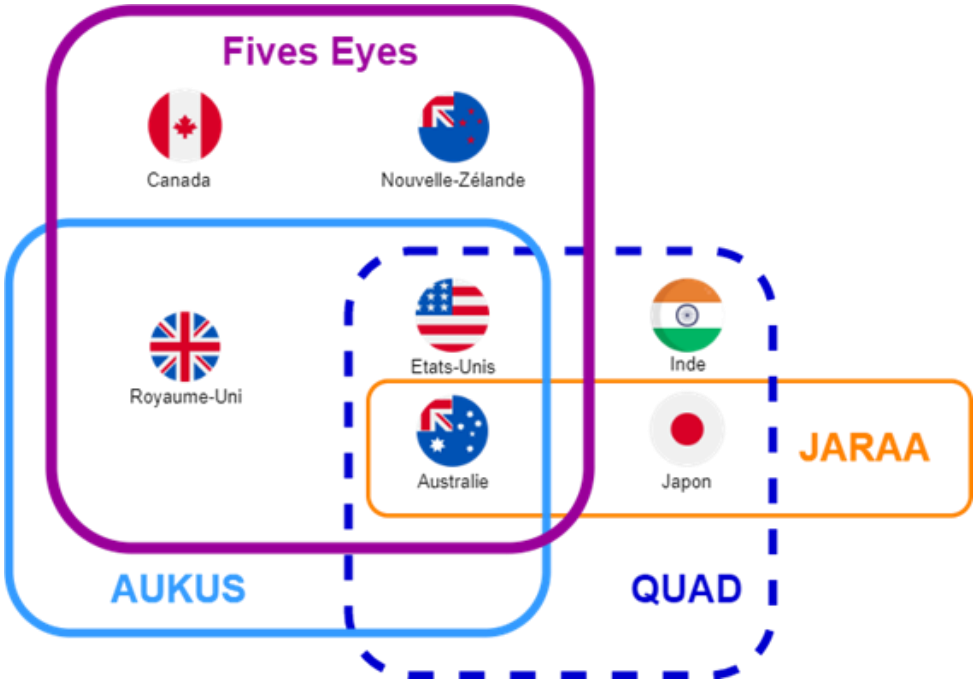
Le Royaume-Uni. Environ 1,7 million de citoyens britanniques vivent dans la région Indopacifique. En 2021, le Royaume-Uni a publié son « *Integrated Review* » dans laquelle Londres affirme que la région Indopacifique est essentielle à son économie et sa sécurité. Elle prévoit d'assurer une présence plus importante dans la région. Son dispositif de défense actuel dans la région comprend la garnison du Brunei, qui compte environ 700 soldats, et deux patrouilleurs de haute mer qui resteront dans le Pacifique pendant les dix prochaines années. Les forces britanniques participent aux exercices annuels du « *Five Power Defence Arrangement* » (FPDA), un groupe de sécurité régionale composé de l'Australie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour et du Royaume-Uni, créé en 1971. Le Royaume-Uni a démontré sa capacité à déployer un groupe aéronaval dans la région en y envoyant le groupe de combat du HMS Queen Elizabeth, qui embarquait des F-35B britanniques et américains, ainsi que des bâtiments d'escorte des Pays-Bas et des États-Unis. Pendant son séjour dans la région, le groupe a mené des opérations dans l'océan Indien, la mer des Philippines et les mers de Chine méridionale et orientale. Les F-35 de l'US Marine Corps embarqués étaient cependant plus nombreux que ceux des Britanniques dont un s'est abimé en mer Méditerranée pendant le transit retour du porte-aéronefs vers la Grande-Bretagne. Au cours des deux prochaines années, le Royaume-Uni a l'intention de déployer davantage de forces dans la région dans le cadre de sa politique « mondiale ». Au plan diplomatique, le Royaume-Uni a ouvert de nouveaux hauts-commissariats à Vanuatu, Tonga et Samoa en 2019.

(1) Ministère des Affaires étrangères et de l'Europe (2021), p. 42. Il s'agit d'une version modifiée en février 2022 de celle qui avait été rédigée avant l'annonce du rejet du programme Franco australien de sous-marins du type Attack.
(2) Michel-Brassart, Monica et Trastour-Isnart, Laurence (2022), pp. 58-59.
(3) Amelot, Laurent, Eudeline, Hugues et Mongrenier Jean-Sylvestre Mongrenier (2021).

Il est intéressant de remarquer que les principaux alliés des États-Unis dans le Pacifique utilisent des armes et des équipements américains. Les trois membres de l'AUKUS appartiennent au FVEY. Ils disposent de porte-aéronefs mettant en œuvre des F-35B à décollage court et appontage vertical, ainsi que des P-8A de patrouille maritime. Leurs sous-marins nucléaires d'attaque pourront utiliser une base sur la côte ouest de l'Australie, à proximité des détroits indonésiens. C'est d'ailleurs là le principal intérêt de l'accord pour les États-Unis et du Royaume-Uni qui pourront en profiter à courte échéance, alors qu'une fourniture de sous-marins nucléaire à l'Australie n'est pas envisageable avant longtemps. En ce qui concerne le Japon et la Corée, eux aussi se dotent de porte-aéronefs et de F-35B. Ils disposent également de systèmes antimissiles Aegis de conception américaine et pour certains d'avions de patrouille maritime P-8 Poseidon.

Partager les mêmes systèmes d'armes permet de rationaliser une logistique de guerre. C'est donc bien la probabilité d'un conflit armé avec la Chine qui a été retenue. Il est important de noter que ce système de défense contre la RPC se structure autour des pays de l'anglosphère, ce groupe d'États qui partagent une même culture, c'est-à-dire une langue, une histoire et un système universitaire communs de qui les conduit à développer une même vision stratégique (1). Par le jeu d'alliances croisées, ce noyau dur agrège de façon plus ou moins serrée d'autres puissances régionales comme le Japon, Taïwan, l'Inde et certains micro-États (Figure 4). L'AUKUS pourrait ainsi transformer le quart sud-ouest du Pacifique en un espace océanique anglo-saxon auquel pourrait se joindre la Nouvelle-Zélande et éventuellement le Canada dont des bâtiments de combat ont commencé à réapparaître dans la zone. L'alliance de ces cinq pays qui sont déjà liés par l'accord *Five Eyes* de leurs services de renseignement – serait stratégiquement cohérente face à une Chine militairement agressive, culturellement expansionniste et économiquement conquérante.

Figure 4 • **Principales alliances croisées dans l'Indopacifique (avril 2022)**



Source · Compilation Hugues Eudeline

(1) Ce groupe informel est composé de pays de langue anglaise uniquement dont principalement les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, mais aussi Singapour et d'autres pays membres du Commonwealth.

L'Union européenne (UE). Pour mémoire, les pays qui en sont membres s'intéressent de plus en plus à l'Indopacifique. Après la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'UE ont produits des documents de stratégie pour la zone. Ces pays n'ayant pas de territoire dans la région, leur stratégie n'aborde pas les risques d'influence de la RPC qu'ils considèrent ne pas les concerner. L'UE *« a l'intention de renforcer ses relations avec la région afin de mettre en place des partenariats qui consolident l'ordre international fondé sur des règles, répondent aux défis mondiaux et jettent les bases d'une reprise économique rapide, juste et durable créatrice de prospérité à long terme. Ces relations reposeront sur la promotion de la démocratie, de l'État de droit, des droits de l'homme et des engagements pris à l'échelle universelle, telle que le programme à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable et l'accord de Paris sur le changement climatique »* **(1)**.

Taïwan. En raison de son statut international difficile, la RDC n'a pas mené beaucoup d'opérations militaires en Océanie dans le passé, sauf l'escale annuelle du Groupe école des officiers de marine « *Midshipmen Cruising & Training Squadron* » (敦睦遠航訓練支隊). Le groupe de bâtiments de la Marine taïwanaise, composé de trois bâtiments de guerre dont un bâtiment auxiliaire, le pétrolier ravitailleur en carburant, munition et matériel *Pan Shi* (磐石號), une frégate de la classe *Cheng Kung* (成功級) et une frégate de la classe *Kang Ding* (康定級) **(2)** fait escale chaque année dans les pays insulaires du Pacifique, parmi lesquels les Îles Marshall et les Palaos sont les destinations principales **(Tableau 4)**. Depuis 2016, la coopération en matière de sécurité entre Taïwan et les pays insulaires du Pacifique a commencé à se renforcer. En juillet 2018 et en mars 2019, des accords bilatéraux de coopération en matière de garde côtière ont été signés successivement avec les Îles Marshall, les Palaos et le Nauru. En outre, Taïpei et Washington ont également signé un Mémorandum d'entente en mars 2021 pour établir un groupe de travail des garde-côtes des deux pays. Par l'institutionnalisation de la coopération de la garde côtière, Taïpei est lié de façon plus étroite en matière de sécurité à ses amis du Pacifique. Ainsi, les 13 et 14 avril 2022, le bâtiment de patrouille de 2 000 tonnes de la garde côtière de Taïwan, *Tainan* (臺南號), a navigué de concert avec une flottille de patrouille des Palaos lors de la septième édition de « *Our Ocean Conference* » aux Palaos **(3)**. À l'avenir, Taïwan devrait également jouer un rôle important dans les exercices connexes menés par les États-Unis.

Tableau 4 • **Escales annuelles du Groupe école de formation de la Marine taïwanaise entre 2010 et 2020**

Pays	Années
Îles Marshall	2011, 2012, 2013, 2016, 2017, 2018, 2019
Îles Salomon	2010, 2011, 2012, 2014, 2015, 2017, 2019
Kiribati	2014, 2017
Nauru	2015
Palaos	2010, 2011, 2014, 2015, 2017, 2019, 2020
Tuvalu	2010, 2013

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

(1) Commission européenne (2021), p. 1.
(2) Il s'agit de la frégate de classe *La Fayette* que Taïwan a achetée à la France dans les années 1990.
(3) Initié par l'ancien secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, la conférence est, depuis 2014, un moment clé pour que les pays, la société civile et l'industrie s'engagent dans des actions concrètes et significatives pour protéger l'océan Pacifique.

Troisième partie.

Le « *hard power* » de la Chine dans le Pacifique

Aspects militaires

La Chine n'a pas de stratégie militaire spécifique connue pour le Pacifique, mais des informations concernant ses intentions dans la région se trouvent dans les livres blancs militaires de la Chine publiés au fil des ans. D'une part, dans celui intitulé « Stratégie militaire de la Chine » (中国军事战略) en 2015, les forces armées chinoises affirment renforcer les liens militaires amicaux traditionnels qui les unissent à leurs homologues du Pacifique sud en continuant de participer activement aux opérations de secours internationales et à l'aide humanitaire en cas de catastrophe (1). D'autre part, dans le livre blanc « Défense nationale de la Chine dans la nouvelle ère » (新时代的中国国防) publié le 24 juillet 2019, la Chine montre sa volonté de renforcer les échanges militaires avec les pays du Pacifique Sud dans les domaines de la formation du personnel, des échanges d'officiers, et en fournissant une assistance en matière de développement militaire et de capacités de défense (2). Selon cette directive, les activités militaires de la Chine dans le Pacifique Sud peuvent être principalement divisées en deux types.

Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophe

Dans le passé, les missions d'assistance humanitaire en mer de Chine étaient principalement menées par le navire-hôpital type 920 *Daishan Dao* (岱山岛号), souvent désigné par les médias chinois comme *l'Arche de la paix* (和平方舟号). Le *Daishan Dao* a officiellement rejoint la flotte de la mer de Chine orientale fin 2008. Il a un déplacement standard de 13 000 tonnes. Depuis sa première mission à l'étranger en 2010 (3), *Daishan Dao* a effectué un tiers des missions de soutien humanitaire de l'APL dans le Pacifique Sud (4). Dans le cadre de la Mission Harmony (和谐使命), le Peace Ark a fait escale plusieurs fois aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga et au Vanuatu entre 2014 et 2018 (5). Le navire-hôpital a aussi effectué des missions médicales en Polynésie française entre 2015 et 2018 (6).

Ces dernières années, cependant, l'APL a choisi de mettre en œuvre une plus grande variété de forces navales et aériennes pour mener des missions de secours en cas de catastrophe naturelle en Pacifique Sud. Lors de l'éruption du Hunga Tonga en janvier 2022, l'APL a effectué successivement deux missions d'assistance aux Tonga. D'abord, le 28 janvier 2022, deux avions de transport *Y-20* (運20) de la Force aérienne chinoise ont livré 33 tonnes de matériel de secours aux Tonga (7). Ensuite, le 15 février, des bâtiments de la Marine chinoise, le transport de chalands de débarquement Type 071 *Wuzhi Shan* (五指山号) et le bâtiment auxiliaire Type 901 *Chaganhu* (查干湖号), ont livré 1 400 tonnes de fournitures de secours à Nugualoufa, la capitale des Tonga (8). Ces changements ont deux implications stratégiques. D'une part, la Chine veut moderniser son système logistique militaire. En novembre 2021, Xi Jinping a souligné la nécessité de « renforcer la construction de toute la logistique pour combattre » (9). Grâce à ces aides d'urgence massives et rapides aux pays insulaires du Pacifique, l'APL met en œuvre un système de logistique militaire moderne et efficace (10).

(1) State Council Information Office of the People's Republic of China (2015).
(2) State Council Information Office of the People's Republic of China (2019).
(3) Il est aussi connu sous le nom Daishan Dao (岱山岛號).
(4) Zhang, Denghua (2020).
(5) 〈和平方舟號醫院船〉，《Baidu百科》，2021年12月18日，disponible ici.
(6) « Le bateau-hôpital Ark Peace à Papeete », *Port autonome Papeete*, 26 décembre 2018, disponible ici.
(7) Liu, Xuanzun et Guo, Yuandan (2022).
(8) Huaxia (2022).
(9) Liu, Xuanzun (2022).
(10) 古莉，〈習近平建設"一切為了打仗的後勤"〉，《法國國際廣播電台》，2021年11月24日，disponible ici.

D'autre part, cette tâche d'assistance aux Tonga est une première pour le Y-20 qui a effectué une mission de plus de 9 000 kilomètres (4 950 milles nautique) **(1)**. En tant que nouvelle génération d'avion de transport militaire, le Y-20 a officiellement rejoint la Force aérienne chinoise en 2016. Même si les performances du Y-20 sont limitées en raison des problèmes techniques du turbo réacteur à double flux WS-20 (涡扇-20) qui devrait équiper Y-20, il a commencé à mener des missions à l'étranger. Depuis la livraison de fournitures médicales au Pakistan en avril 2020, le Y-20 a effectué neuf missions dans cinq pays **(Tableau 5)**. La mission aux Tonga est sa première destination en dehors de ses voisins immédiats. Cela montre que les capacités de transport de longue distance de l'APL s'améliorent.

Surveillance et recueil d'informations maritimes

Les activités actuelles des bâtiments chinois dans le Pacifique sont principalement menées par les bâtiments d'observation spatiale de la classe *Yuanwang* (远望级). À l'heure actuelle, la Chine dispose de quatre bâtiments d'observation de la classe *Yuanwang* (*Yuanwang*-3, *Yuanwang*-5, *Yuanwang*-6 et *Yuanwang*-7). Ils sont entrés fréquemment dans le Pacifique Sud en 2019 et 2020. Comme tous les navires chinois, ils mènent des activités civiles et militaires **(2)**. En outre, les activités récentes de bâtiments chinois dans le Pacifique ont également montré une tendance à être mieux organisée et plus agressive. En juin 2019, le navire de ravitaillement Type 093 *Luomahu* (骆马湖号), la frégate Type 054A *Xuchang* (許昌号) et le transport de chalands de débarquement type 071 *Kunlun Shan* (昆仑山号) ont fait escale à la base navale de Garden Island en Australie. Les experts australiens de la sécurité nationale ont exprimé leur inquiétude sur l'importance de ce groupe (trois bâtiments et 750 hommes d'équipage) **(3)**. Bien que le caractère inhabituel de l'activité chinoise ait été nié par le gouvernement australien de l'époque, les différends causés par les activités navales chinoises dans la région sont progressivement apparus les années suivantes. Le 17 février 2022, un avion de patrouille maritime P-8A Poséidon de la Force aérienne royale australienne a été illuminé par un laser à partir de deux bâtiments de guerre chinois qu'il observait – la frégate Type 052D *Hefei* (合肥舰) et le transport de chalands de

Tableau 5 • **Missions de l'avion de transport chinois Y-20 à l'étranger (2020-2022)**

Date	Destination	Événement
24/04/2020	Islamabad, Pakistan	Livraison de fournitures médicales
20/05/2020	Bangkok, Thaïlande	Livraison de fournitures médicales
07/12/2020	Bholari, Pakistan	Exercice conjoint des forces aériennes
13/06/2020	Moscou, Russie	Défilé du Jour de la Victoire 2020
25/09/2020	Séoul, Corée du Sud	Rapatriement des dépouilles de soldats chinois morts lors de la guerre de Corée
30/08/2021	Séoul, Corée du Sud	Rapatriement des dépouilles de soldats chinois morts lors de la guerre de Corée
13/08/2021	Oblast de Riazan, Russie	2021 International Army Games
10/09/2021	Orenbourg, Russie	Peace Mission 2021
28/01/2022	Nuku'alofa, Tonga	Livraison de fournitures médicales

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

(1) Cependant, le trajet est divisé en trois parties : Guangzhou, les Philippines, l'Indonésie, les Tonga.
(2) Siddiqui, Huma (2021).
(3) Greene, Andrew (2019).

débarquement Type 071 *Jinggang Shan* (井冈山舰) – en mer d'Arafura. Les deux parties s'accusent mutuellement de comportements dangereux et provocateurs (1). Cet incident montre que la marine chinoise n'hésite pas à répondre de manière agressive à ce qu'elle considère être un comportement « provocateur ».

Aspects économiques

Des relations économiques asymétriques

En matière de commerce bilatéral, le volume des échanges entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique est extrêmement faible. Par exemple, en 2020, la valeur totale des importations et des exportations de marchandises de la Chine est de 4 660 milliards de dollars : les exportations sont de 2 590 milliards et les importations de 2 070 milliards (2). Cependant, le volume des échanges de biens entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique est de 9,04 milliards de dollars, avec des exportations chinoises de 5,20 milliards et des importations de 3,84 milliards (3). Les échanges de biens avec les îles du Pacifique représentent moins de 1 % du volume total de la Chine. En revanche, la Chine est le principal partenaire commercial des îles du Pacifique. Certains pays dévoilent même un degré élevé de dépendance. Par exemple, la Chine est le plus grand partenaire commercial des Îles Salomon depuis 2011. Entre 2011 et 2020, les exportations des Îles Salomon vers la Chine ont représenté en moyenne 58,37 % des exportations totales. De, plus, Pékin est également devenu le premier marché d'exportation de la Nouvelle-Calédonie ces dernières années. En 2020, les exportations de la Nouvelle-Calédonie vers la Chine atteignent 844 millions d'euros, soit 57% de la valeur totale des exportations, soit une multiplication par 15 en 10 ans (4). La dépendance économique pousse ces acteurs du Pacifique à s'engager davantage avec Pékin, pour résoudre leurs problèmes de développement. Les Îles Salomon espèrent que l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine apportera beaucoup d'investissements chinois. Les indépendantistes néo-calédoniens souhaitent se libérer du contrôle français une fois l'indépendance acquise avec le soutien chinois.

Par ailleurs, de telles relations asymétriques placent les pays insulaires du Pacifique dans une position de grande vulnérabilité face à la Chine. Lorsque celle-ci utilise le commerce comme un outil de coercition économique, il est plus difficile de résister. La Chine a exercé une pression économique dans les îles Marshall et Palaos, malgré leurs relations diplomatiques avec Taïwan. D'une part, la RPC est l'un des principaux partenaires commerciaux des Îles Marshall, en grande partie grâce à ses exportations de navires de transport vers la RMI. Les Îles Marshall possèdent l'un des plus grands registres de navires au monde, mais les navires de la RMI entrant dans les ports chinois paient des frais plus élevés en raison de l'absence de relations diplomatiques entre les Îles Marshall et la RPC (5). D'autre part, la Chine est le contributeur principal au secteur du tourisme des Palaos. À la suite de la visite de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen aux Palaos en octobre 2017, Pékin a limité la destination des Palaos aux groupes touristiques chinois, ce qui a fait chuter le nombre de visiteurs chinois de 87 000 en 2015 à 58 000 en 2017, entraînant une baisse de 3,7 % du PIB (6). Considérant que le tourisme représente environ 40 % du PIB des Palaos, la coercition du tourisme par la Chine pourrait s'avérer être un outil efficace pour influencer les affaires intérieures du pays.

(1) Amber Wang, "China says Australian laser claims are 'false and malicious", ABC News, 21 février 2022, disponible ici.
(2) 国务院新闻办公室 (2021).
(3) 商务部美洲大洋洲司 (2019).
(4) Institut d'émission d'outre-mer (2021a).
(5) Lum, Thomas (2020), p. 14.
(6) International Monetary Fund (2019).

Initiative de « la Ceinture et la Route »

Le 28 mars 2015, la Commission nationale du développement et de la réforme (国家发展和改革委员会), le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce de la Chine ont publié conjointement « Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXIe siècle : perspectives et actions » (推动共建丝绸之路经济带和21世纪海上丝绸之路的愿景与行动) en ajoutant le Pacifique Sud dans la Route de la Soie maritime **(1)**. En juin 2017, le document politique « Ceinture et Route : conception et vision de la coopération maritime » ("一带一路"建设海上合作设想) précise qu'*« à partir de la mer de Chine méridionale, nous pénétrerons dans l'océan Pacifique en construisant ensemble une voie de communication économique bleue reliant la Chine, l'Océanie et le Pacifique Sud »* **(2)**. La voie « Chine-Océanie-Pacifique Sud » est devenue l'un des trois passages économiques « bleus » de la route de la soie maritime.

L'initiative de « la Ceinture et la Route » est, généralement, soutenue par les pays insulaires du Pacifique. Neuf pays ont signé le mémorandum d'entente de l'initiative avec la Chine depuis 2018 **(Tableau 6)**. Cependant, en amont d'une série de plans d'investissement dans le domaine des infrastructures, « la Ceinture et la Route » a suscité la controverse dans de nombreux pays de la région. Aux Samoa, le projet d'un nouveau port international de 100 millions de dollars, dans la baie de Vaiusu, est une question contestée. L'ancien Premier ministre Tuilaepa Sailele Malielegaoi, un allié de longue date de la Chine, a promis que le projet chinois apportera des emplois, du commerce et du tourisme aux Samoa. Cependant, la Chine est déjà le plus grand créancier des Samoa, représentant environ 40 %, soit quelques 160 millions de dollars, de ses dettes extérieures **(3)**. Les travaux du nouveau port augmenteront donc encore sa dette envers la Chine. Certains politiciens s'inquiètent de ce projet du fait de la connexion militaire qu'il induit avec Pékin **(4)**. Finalement, avec l'élection de la nouvelle Première ministre Fiame Naomi Mata'afa, la construction a été abandonnée et remplacée par un projet cofinancé par la Banque Asiatique de Développement et le gouvernement samoan **(5)**.

Tableau 6 • **Pays insulaires du Pacifique signataires de l'accord sur l'initiative « la Ceinture et la Route »**

Pays	Date
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Juin 2018
Niue	Juillet 2018
Samoa	Octobre 2018
Fidji	Novembre 2018
Micronésie	Novembre 2018
Tonga	Novembre 2018
Vanuatu	Novembre 2018
Salomon	Octobre 2019
Kiribati	Janvier 2020

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

(1) Ambassade de la République populaire de Chine en République française (2015).
(2) Xinhua Silk Road (2017).
(3) Asia Pacific Report (2021).
(4) Samoa Observer (2021).
(5) Institut d'émission d'outre-mer (2021b).

L'initiative chinoise fait, également, face à des controverses à Kiribati, où la Chine prévoit d'améliorer l'ancien aéroport américain qui date de la deuxième guerre mondiale sur l'île de Canton. Le gouvernement de Kiribati insiste sur le fait que le programme de mise à niveau des installations est purement destiné à des fins civiles et a pour objectif de stimuler les liaisons de transport et le tourisme dans l'archipel tandis que des personnalités de l'opposition ont remis en question les intentions de la Chine et l'opacité du projet (1).

Au total, les sites sélectionnés par des projets chinois sont des hubs géostratégiques assez importants. Si Pékin parvient à les maîtriser, il renforcera considérablement son avantage stratégique dans la région du Pacifique Sud. Prenons l'exemple de Kiribati. L'atoll de Tarawa a été le site d'une bataille entre les États-Unis et le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a été aussi un élément essentiel du développement de la puissance spatiale de la Chine. De 1997 à 2003, la Chine a installé une station de surveillance spatiale sur l'atoll et un radar militaire sur Kiritimati. Une fois la Chine en mesure de les utiliser à nouveau pour la surveillance spatiale, elle pourrait en tirer parti pour améliorer la précision de son système de navigation par satellite BeiDou (北斗) et, par conséquence, celle de ses missiles à moyenne et longue portée ainsi que les capacités de renseignement de l'APL. Cela constituerait une grave menace pour la sécurité du territoire américain.

Aides

Dons de matériels militaires

Les dons militaires de la Chine aux pays insulaires du Pacifique sont principalement des équipements légers et des véhicules de transport (Tableau 7). Les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Tonga, et le Vanuatu sont les principaux bénéficiaires de dons militaires chinois. Ces pays entretiennent des relations stables et de longues dates avec la Chine et sont également des bastions importants pour la Chine dans le Pacifique.

Tableau 7 • **Dons militaires de la Chine dans le Pacifique Sud**

Date	Pays	Détails
Décembre 2007	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Rénovation de l'hôpital Taurama Barrack
Novembre 2008	Tonga	8 camions militaires
Décembre 2015	Papouasie-Nouvelle-Guinée	40 véhicules militaires
Février 2017	Vanuatu	Uniformes militaires et 14 véhicules militaires
Novembre 2017	Papouasie-Nouvelle-Guinée	62 véhicules (transports de troupes, véhicules blindés, bus et fourgons de cuisine mobiles)
Décembre 2018	Fidji	1 navire hydrographique et de surveillance
Avril 2020	Fidji	47 véhicules militaires

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

(1) Barrett, Jonathan, (2021).

Aides économiques

Pour la Chine, l'assistance aux îles du Pacifique est un moyen d'assumer ses responsabilités internationales, en s'engageant dans la coopération Sud-Sud avec les pays en développement (1). Dans le livre blanc intitulé « L'aide de la Chine à l'étranger » (中国的对外援助) de juillet 2014, Pékin a fixé l'objectif : *« soutenir le développement économique durable des pays insulaires du Pacifique »* (2). Sous la direction de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (国家国际发展合作署), le Forum de développement économique et de coopération entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique devient le principal mécanisme de coopération pour proposer des mesures de soutien financier. Alors que l'aide chinoise a culminé en 2016 et a commencé à décliner dans les années suivantes, la Chine reste un donateur incontestablement important pour le Pacifique (3). En 2020, la Chine est le quatrième donateur dans les pays insulaires du Pacifique, après l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon **(Tableau 8)**.

Tableau 8 • **Les dix principaux donateurs aux pays insulaires du Pacifique en 2020**

Pays	Nombre de projets	Budget dépensé (millions de $)	Rang	Budget promis (millions de $)	Rang	Budget alloué au Pacifique
Australie	9 689	864,60	1	865,37	2	37%
Nouvelle-Zélande	424	253,92	2	361,94	3	69%
Japon	882	220,74	3	160,32	7	2%
Chine	55	169,59	4	1 030	1	-
Banque asiatique de développement	133	168,49	5	282,33	4	3%
Banque mondiale	84	158,62	6	246,34	6	1%
États-Unis	266	140,07	7	273	5	-
Nations Unies	289	115,71	8	44,46	10	1%
Union Européenne	135	98,58	9	151,91	8	1%
Taïwan	217	41,10	10	44,63	9	-

Source · "Pacific Aid Map", Lowy Institute, disponible ici

Diplomatie médicale

Depuis que l'épidémie de COVID-19 s'est propagée dans le monde entier, des fournitures médicales telles que des vaccins, des masques et des respirateurs ont été fournies par la Chine, dans l'espoir d'établir une image selon laquelle « la Chine a le sens de la moralité et prend sa responsabilité au sein de la société internationale ». Le Pacifique est devenu le centre de la diplomatie médicale de la Chine. Depuis 2020, Pékin a fait don de fournitures aux pays insulaires du Pacifique plus de dix fois, ce qui est devenu un catalyseur pour renforcer des relations entre la Chine et les pays insulaires du Pacifique **(Tableau 9)**.

(1) Zhou, Fangyin (2021).
(2) State Council Information Office of the People's Republic of China (2014).
(3) Pryke, Jonathan et Dayant, Alexandre (2021).

Tableau 9 • **Principaux dons de la Chine aux pays insulaires du Pacifique depuis l'épidémie de Covid-19**

Date	Pays/Entités	Contenu
		2020
26/03	**Vanuatu**	100 000 $ (don en espèces)
06/04	**Polynésie française**	15 tonnes de matériel médical dont près de 2 millions de masques chirurgicaux, des combinaisons, des lunettes de protection
04/05	**Fidji**	Masques N95, vêtements de protection médicale, couvre-chaussures médical
14/04	**Micronésie**	Masques chirurgicaux, couvre-chaussures, gants, vêtements de protection, lunettes et de thermomètres frontaux
11/05	**PNG**	11 tonnes de matériel médical
21/05	**Micronésie**	Masques, combinaisons de protection, gants et 50 000 $ de don
24/05	**Polynésie française**	Tests de dépistages, blouses, 3 respirateurs
23/09	**PNG**	Instruments chirurgicaux, médicaments de secours, fournitures de médecine
15/12	**Vanuatu**	100 000 $ (don en espèces)
		2021
23/06	**PNG**	Vaccins de Sinopharm
07/11	**Vanuatu**	80 000 doses de vaccin anti-COVID-19 et 80 000 seringues
17/11	**Vanuatu**	250 000 $ (don en espèces)
25/11	**Micronésie**	150 000 $ (don en espèces)
		2022
26/01	**Salomon**	50 000 doses de vaccin anti-COVID-19, 20 000 kits de test et d'autres matériels anti-épidémie
15/02	**Tonga**	1400 tonnes de fournitures, y compris des caravanes résidentielles, des tracteurs, des générateurs électriques, des pompes à eau, des purificateurs d'eau, de la nourriture et des fournitures médicales
18/02	**Salomon**	320 000 réactifs de test, 20 concentrateurs d'oxygène, 20 oxymètres de pouls, 180 000 paires de gants, 20 000 lunettes de protection, 10 000 combinaisons de protection, 100 lits pliants et 70 tentes
23/02	**Kiribati**	Oxymètres, moniteurs, électrocardiographes, systèmes de diagnostic à ultrasons, masques et équipements de protection individuelle
24/02	**Salomon**	Générateurs d'oxygène, oxymètres, combinaisons de protection et plus de 300 000 kits de tests

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

Évaluation

Sur le plan militaire, les activités de la Chine dans le Pacifique sont limitées. Elles se concentrent, principalement sur l'aide humanitaire, l'observation et des patrouilles. Cela reflète le fait que la priorité stratégique de la Chine est la percée de la première chaîne d'îles, y compris le contrôle de la mer de Chine méridionale et de la mer de Chine orientale. Pékin n'est pas en mesure d'intervenir dans, et au-delà, de la deuxième chaîne d'îles. Cependant, l'apparition fréquente de bâtiments chinois montre que Pékin accorde une importance croissante à la présence et à l'entraînement en haute mer dans le Pacifique. Il s'agit d'une démonstration sans précédent des capacités de projection de forces sur un théâtre d'opérations aussi éloigné de la Chine. Les activités militaires chinoises sont bien planifiées et contrôlées par la Zone de commandement du Sud (南部战区). En raison des nombreuses opérations qu'elle conduit, l'APL-M est en mesure de recueillir des renseignements et d'acquérir de l'expérience dans les domaines de l'escorte comme dans ceux des luttes antinavires, anti-sous-marines jusque dans la zone située entre les deuxième et troisième chaînes d'îles. La Chine fait la démonstration de ses capacités militaires et de la modernité de ses forces pour dissuader ses adversaires potentiels.

Sur le plan économique, la Chine exerce son influence principalement par le biais de relations asymétriques, l'initiative de « la Ceinture et la Route » et par l'octroi d'aides. Pour les pays insulaires du Pacifique, les contraintes de l'environnement naturel les rendent généralement pauvres et sous-développés. Ils ont besoin du marché et des investissements chinois ; il est donc difficile de refuser les offres de Pékin et les demandes faites en contrepartie. Les projets de constructions d'infrastructures fournissent à ces pays une forte incitation à coopérer avec la Chine.

Il est incontestable que l'implication économique de la Chine dans les pays insulaires du Pacifique est relativement faible par rapport à celle des autres régions. Certains chercheurs chinois l'ont également utilisée pour défendre l'affirmation selon laquelle la Chine n'a aucune ambition géopolitique dans la région (1). Néanmoins, il faut relativiser une telle évaluation. Compte tenu de la petite taille économique des pays insulaires du Pacifique, la Chine peut entrer dans cette zone maritime stratégique, très importante pour l'Australie, les États-Unis, la France et Taïwan, avec une quantité relativement faible de ressources économiques. La maîtrise des points de passage obligés mettra à l'épreuve la capacité des forces armées américaines à aider les pays se situant dans la première chaîne d'îles comme Taïwan. Cette asymétrie entre les coûts des intrants et les profits stratégiques permet de ne pas sous-estimer l'intervention économique de la Chine dans la région.

Les relations économiques asymétriques permettent à Pékin de défendre ses « intérêts essentiels », y compris la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, obligeant les pays ciblés à changer leurs attitudes et leurs comportements sur des questions telles que Taïwan, Hong Kong et le Tibet. L'initiative de « la Ceinture et la Route » et les aides fournies lui permettent de prendre pied dans le Pacifique.

L'établissement de bases à usage civile et militaire réduit considérablement le désavantage stratégique de la Chine dans la région. D'une part, elles permettent de pallier le manque de bases logistiques fiables de la Marine chinoise par rapport à celles des États-Unis. D'autre part, cela pourrait permettre à la Chine de protéger ses flux maritimes énergétiques et de matières premières vers et depuis les Amériques. À long terme, ces bases militaires dans le Pacifique sont les « têtes de pont » permettant à la Chine de participer aux affaires régionales et d'entraver l'hégémonie américaine en Indopacifique.

(1) Zhou, Fangyin (2021).

Quatrième partie.

Le « *soft power* » de la Chine dans le Pacifique

Aspect identitaire : échanges

Les échanges et la formation d'officiers

La Chine attache une grande importance à l'échange international de personnel militaire. L'Université de la défense nationale de l'APL organise régulièrement les séminaires pour officiers supérieurs depuis les années 2010. On peut observer que la Chine a augmenté le niveau de ces échanges au cours des dernières années. Par exemple, en 2019, la participation de Wei Fenghe (魏凤和), le conseiller d'État et le ministre de la Défense de la Chine, au quatrième forum des officiers supérieurs de la défense des pays des Caraïbes et du Pacifique Sud est un symbole illustratif (1). Par ailleurs, les cours de formation jouent également un rôle important dans les échanges militaires de la Chine avec les pays étrangers. Des États comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga ont établi des relations de coopération avec les écoles militaires chinoises, permettant à de jeunes officiers de se rendre en Chine pour y recevoir une formation ou terminer leurs études (2). Les investissements de Pékin dans les personnes ont donné quelques résultats. Certains de ces officiers deviennent des promoteurs de la politique chinoise. Par exemple, Siamelie Latu, l'officier des Tonga qui a été formé à l'Université de la Défense nationale de Chine, a été nommé, plus tard, ambassadeur des Tonga en Chine entre 2011-2015. Il est, maintenant, devenu le Secrétaire général de l'Association d'amitié Tonga-Chine et soutient activement les aides de la Chine à son pays (3).

Les Instituts Confucius et les associations prochinoises

Les échanges non militaires de la Chine dans la région du Pacifique sont principalement entrepris par le biais des Instituts Confucius et des organisations de la société civile. Ils ont pour mission de promouvoir la culture chinoise, afin de renforcer les impressions positives sur la Chine et de créer les bases d'une opinion publique prochinoise dans le Pacifique. Par des partenariats avec des universités chinoises, l'Institut se développe dans les pays insulaires du Pacifique. Celui de l'Université du Pacifique Sud, qui est financée conjointement par douze pays insulaires du Pacifique, a été officiellement inauguré le 6 septembre 2012. Il a été établi conjointement par l'Université des postes et télécommunications de Pékin (北京邮电大学) et l'Université du Pacifique Sud. En outre, le 15 mai 2013, avec le soutien de Université des affaires étrangères de Chine (中国外交学院), l'Institut Confucius de l'Université de la Polynésie française a ouvert ses portes. Hanban, le Bureau national pour l'enseignement du chinois en tant que langue étrangère (4), a fourni 3 000 manuels et un soutien financier annuel de 1 million de RMB (5). Le 19 février 2021, avec l'Université normale de Chongqing (重庆师范大学), le premier institut Confucius de PNG a été inauguré dans l'Université de technologie de Papouasie-Nouvelle-Guinée à Lae, la deuxième plus grande ville du pays (6).

D'autre part, les associations prochinoises jouent, également, un rôle important dans les échanges bilatéraux. En Nouvelle-Calédonie, l'Association d'amitié sino-calédonienne (中国—新喀里多尼亚友好协会) et l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (中国人民对外友好协会) ont signé en mai 2017 un accord dans le but de renforcer les échanges et la coopération entre les deux parties. Il faut noter que les personnalités

(1) 梅常伟 (2019).
(2) 林廷輝 (2019).
(3) Latu, Siamelie (2022).
(4) En juillet 2020, Hanban est remplacé par la Fondation chinoise pour l'éducation internationale (中國國際中文教育基金會) pour des opérations de l'Institut Confucius.
(5) 《中华人民共和国驻帕皮提领事馆》(2013).
(6) Xinhuanet (2021).

indépendantistes néocalédonienne entretiennent des relations étroites avec cette association. Par exemple, les deux derniers directeurs de cabinet du Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan, sont d'éminents membres de l'Association d'Amitié Sino-Calédonienne (1). Cela montre la relation harmonieuse entre les deux parties.

Aspect identitaire : discours

En 2013, le président Xi Jinping a proposé le concept de propagande du « bien raconter l'histoire de la Chine » (讲好中国故事) (2). En apportant son aide et en facilitant les échanges, la Chine veut raconter trois histoires principales dans le Pacifique.

« La Chine est à l'avant-garde de la communauté de destin pour l'humanité »

Le concept de « communauté de destin pour l'humanité » (人类命运共同体) a été proposé pour la première fois lors du dix-huitième Congrès du Parti communiste chinois en 2012. Le 18 janvier 2017, Xi Jinping a, en outre, souligné dans son discours au siège de l'ONU à Genève : *« Perpétuer la paix de génération en génération, renouveler sans cesse les forces motrices du développement et faire rayonner les civilisations, c'est une aspiration des peuples du monde et un devoir que doivent assumer les responsables politiques de notre génération. Bâtir une communauté de destin de l'humanité et réaliser un développement partagé et gagnant-gagnant, voilà la réponse de la Chine »* (3).

L'établissement de la communauté de destin pour l'humanité est devenu l'axe principal de la propagande étrangère de la Chine. La région du Pacifique ne fait pas exception. Lors de la visite de Xi Jinping en Papouasie-Nouvelle-Guinée en novembre 2018, le ministère chinois des Affaires étrangères a souligné que *« la visite de Xi Jinping favorisera vigoureusement l'amitié et la coopération entre la Chine et les pays en développement, et contribuera au développement commun du destin de l'humanité avec une forte impulsion »* (4). Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a, en mars 2022, exprimé « l'esprit d'une communauté de destin qui se tient ensemble contre vents et marées » (风雨同舟的命运共同体精神) en soutenant les Tonga et les Îles Salomon. La promotion de la diplomatie médicale met également l'accent sur le concept de construction de la communauté de santé humaine et insiste sur l'utilisation des vaccins en tant que biens publics mondiaux sans aucune condition politique (5). Par conséquent, les différents programmes d'aide et d'échanges de la Chine dans les îles du Pacifique tentent de construire une image de la Chine à l'avant-garde de la communauté de destin pour l'humanité, soulignant qu'elle n'a aucun objectif géopolitique. Cela contraste fortement avec l'aide fournie par des pays occidentaux, en contrepartie de laquelle certaines conditions doivent être remplies. Il permet à Pékin de gagner le soutien des îles du Pacifique puis d'obtenir le leadership dans les affaires régionales.

(1) Jeannin, Alain (2021).
(2) 刘亚琼 (2019).
(3) Xinhuanet (2017).
(4) 新聞雲 (2018).
(5) 《中華人民共和國外交部》(2022).

« La Chine est la partenaire de la lutte contre le colonialisme »

Développer une identité commune avec les autres pays en développement est un principe fondamental de la politique étrangère chinoise depuis la création de la RPC en 1949. Bien qu'en termes de développement économique la Chine n'est plus un pays en développement, elle interagit toujours avec les pays insulaires du Pacifique en tant que tel. Par exemple, lorsque Xi Jinping a rencontré les dirigeants des huit pays du Pacifique Sud à Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2018, le Président chinois a souligné le fait que *« la Chine et les pays insulaires du Pacifique sont tous des pays en développement de la région Asie-Pacifique, ils sont de bons amis… de bons partenaires et de bons frères »* (1). En outre, la Chine met l'accent sur l'expérience historique partagée avec les pays insulaires du Pacifique, dont chacun a été autrefois colonisé, en accusant les pays occidentaux de continuer à appliquer des politiques colonialistes dans le Pacifique. Par exemple, le média officiel de la Chine, Global Times (环球时报), a accusé les États-Unis et l'Australie d'essayer de se comporter comme le « shérif » et le « shérif adjoint » du Pacifique. Il a reproché à la France de présenter la Chine comme une menace pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de façon à conforter sa présence dans la région (2). Contrairement aux « mauvais comportements » des pays occidentaux, la Chine allègue qu'elle respecte l'indépendance et l'autonomie des pays insulaires du Pacifique Sud.

Si ces efforts n'ont pas fait tomber ces territoires aux mains de Pékin, ils leur ont, au moins, fait adopter une attitude plus neutre ou plus critique vis-à-vis de leurs relations avec les puissances occidentales traditionnelles et la Chine. Comme Édouard Fritch, le Président de la Polynésie française, l'a indiqué : « *Aujourd'hui, les pays du Pacifique veulent plus de sécurité et se tournent donc vers tous leurs partenaires, que ce soit la Chine ou les États-Unis* » (3). En Nouvelle-Calédonie, l'Association de l'amitié sino-calédonienne, qui promeut le travail du Front uni, a approché avec succès les figures indépendantistes essentielles (4). Comme Roch Wamytan l'a indiqué : « *Nous n'avons pas peur de la Chine. C'est la France, pas elle, qui nous a colonisés* » (5). Les efforts de Pékin ont porté leurs fruits.

De plus, lorsque les discours anticolonialistes peuvent être combinés avec les orientations politiques des pays insulaires du Pacifique, Pékin peut obtenir une meilleure adhésion de la part de ces derniers. Par exemple, en 2006, confronté aux sanctions imposées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama a proposé la politique « Regardez vers le nord » (*Look north*) dans l'espoir d'exploiter les opportunités de commerce et d'investissement avec les pays asiatiques. Ainsi, le discours de la Chine, qui met l'accent sur le respect de l'indépendance et de l'autonomie répond bien aux besoins des Fidji. Comme l'a dit le Premier ministre fidjien : « *Les autorités chinoises sont très sympathiques et comprennent ce qui se passe ici – le fait que nous devons faire les choses à notre manière* » (6). Les Fidji deviennent l'un des alliés les plus solides de la Chine parmi les pays insulaires du Pacifique. Leur soutien à la position de la Chine dans l'arbitrage en mer de Chine méridionale en 2016 et le changement de nom du bureau de représentation de Taïwan en « bureau de représentation de Taipeh » aux Fidji en 2019 en témoignent (7).

(1) Xinhuanet (2018).
(2) 《環球網》(2021).
(3) MacLellan, Nic (2021), pp. 204-205.
(4) Charon, Paul et Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste (2021), p. 395.
(5) Thibault, Harold (2020).
(6) Komai, Makereta (2015).
(7) Le nom officiel d'origine du bureau de représentation de Taïwan aux Fidji était « Trade Mission of the Republic of China to the Republic of Fiji ». Sous la pression de la Chine, le nom a été changé en « Taipei Trade Office in Fiji » en juillet 2019.

« La Chine est la protectrice de la diaspora chinoise »

Dans le Pacifique, l'arrivée de la diaspora chinoise remonte à la première moitié du dix-neuvième siècle. Aujourd'hui, le nombre total d'immigrants chinois est d'environ 80 000, dont 20 000 en Papouasie-Nouvelle-Guinée et 8 000 aux Fidji (1). En proportion, la Polynésie française en a le plus. Elle y atteint de 4 à 10 % de la population totale selon les critères retenus (2). Depuis les années 1990, les Chinois d'outre-mer dans le Pacifique ont commencé à faire la distinction entre « anciens » et « nouveaux » (3). En raison de facteurs historiques, les anciens Chinois d'outre-mer sont, comme c'est le cas en Polynésie française, relativement proches de la RDC et hostiles à la RPC (4). Au fil du temps, les anciens Chinois d'outre-mer s'intègrent progressivement à la population locale en s'identifiant avec le pays de résidence et le lien avec Taïwan s'affaiblit. Les nouveaux Chinois d'outre-mer sont des migrants économiques qui sont venus dans le Pacifique à la recherche d'un meilleur niveau de vie. Ils manquent généralement de connexion avec la communauté locale et s'identifient à la Chine comme mère patrie. Beaucoup d'entre eux, par leur succès, constituent l'épine dorsale de la société locale. Le soutien de ces deux groupes est activement recherché par Pékin. D'une part, la RPC tente de jouer le rôle de protecteur des Chinois d'outre-mer. Par exemple, lors des émeutes des îles Salomon en 2006, la Chine a mené une opération d'évacuation. Durant les troubles de 2021, la Chine a fourni du matériel de police et envoyé une équipe consultative de la police aux îles Salomon (5). De nombreux médias chinois ont commenté l'intervention de Pékin en disant : « Si vous violez la Chine, vous serez punis même si vous êtes loin » (犯我中华，虽远必诛) (6).

D'autre part, avec la forte augmentation de la puissance économique, Pékin met désormais davantage l'accent sur le lien entre « le rêve chinois » (中国梦) et les Chinois d'outre-mer. Le rêve chinois du grand rajeunissement de la nation chinoise devient l'attente commune et l'intérêt fondamental des fils et des filles chinois dans le pays et à l'étranger. Les Chinois d'outre-mer peuvent profiter de l'ascension pacifique de la Chine pour en tirer des avantages politiques et économiques.

Pour Pékin, les diasporas chinoises doivent, non seulement ne pas être une menace pour le régime, mais aussi servir les intérêts nationaux (7). Les relations entre Pékin et la communauté chinoise d'outre-mer dans le Pacifique sont renforcées par des discours et des activités séduisants. La diaspora chinoise, à son tour, aide Pékin à gagner les batailles diplomatiques dans le Pacifique. Par exemple, le virage diplomatique des Îles Salomon en 2019 vers la Chine a été soutenu par un petit nombre de politiciens et d'hommes d'affaires influents, dont Tommy Chan, un homme d'affaires d'origine chinoise qui ont joué un rôle essentiel (8).

(1) Pour les chiffres en Papouasie-Nouvelle-Guinée, voir《中華人民共和國駐巴布亚新几内亚獨立國大使館》(2021) ; pour les chiffres aux Fidji, voir《中華人民共和國商務部》(2021).
(2) Trémon, Anne-Christine (2009), pp. 121-122.
(3) Sheng, Fei and Smith, Graeme (2021).
(4) Trémon, Anne-Christine (2009), pp. 128-130.
(5) Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine (2021).
(6) 《铁血观世界》(2021).
(7) Charon, Paul et Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste (2021), p. 165.
(8) Aqorau, Transform (2021).

Évaluation

En s'appuyant sur des outils d'aide, d'échanges et de discours, la Chine souhaite fortifier son attractivité et poursuivre sa « domination des esprits » (制脑权). L'idée consiste à utiliser les informations spirituelles véhiculées par les médias, la langue nationale et les produits culturels comme une arme, pour pénétrer, influencer la cognition et la conscience du public social et des élites nationales. Nous pouvons enfin parvenir au contrôle du comportement d'un État (1). En d'autres termes, « la domination des esprits » sert à façonner un environnement de sécurité favorable, de renforcer la coordination stratégique et le soutien mutuel avec les îles du Pacifique.

À l'heure actuelle, la Chine bénéficie du soutien de nombreux pays du Pacifique. Ils voient Pékin comme un partenaire qui partage à la fois leurs souffrances et leur bonheur, permettant à ce dernier de réaliser de nombreux gains diplomatiques. La victoire la plus notable de Pékin dans le Pacifique a été l'évincement progressive de Taïwan dans le champ de bataille diplomatique. Le revirement diplomatique des Îles Salomon et des Kiribati, en septembre 2019, a été un coup dur pour Taïpei.

Une coalition contre l'intervention des puissances occidentales dans la région semble se dessiner. Le 21 octobre 2021, la Chine et huit pays insulaires du Pacifique ont tenu la première réunion des Ministres des Affaires étrangères et publié une déclaration conjointe. Ils y soulignent leur ferme adhésion au maintien du système international de non-prolifération nucléaire, qui s'appuie sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires ainsi qu'à la défense de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (2). Une telle déclaration vise, évidemment, à l'établissement d'un partenariat stratégique contre l'AUKUS, cet accord signé en septembre 2021 qui prévoit la vente de huit sous-marins nucléaires à l'Australie par les États-Unis et le Royaume-Uni.

(1) 王建伟 (2017).
(2) Mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union européenne (2021).

Conclusion

Bilan des menaces et prospective

La République populaire de Chine est militairement agressive, culturellement expansionniste et économiquement conquérante. Elle veut se doter d'un espace stratégique à l'est de la première ligne d'îles qui délimite les mers de Chine et la mer du Japon. Il lui donnerait un accès libre à l'océan mondial, nécessaire à l'écoulement de ses flux maritimes commerciaux. Il lui permettrait en particulier d'emprunter la route Arctique qui s'ouvre progressivement du fait du réchauffement climatique et qui, beaucoup plus courte que toute autre, est appelée à devenir la voie préférentielle entre l'Asie et l'Europe. Il lui faut pour cela faire sauter le verrou taïwanais sur lequel elle fait peser une menace toujours plus pressante.

La Chine doit aussi implanter des bases avancées pour assurer le soutien de ses forces navales chargées de protéger ses intérêts et ses ressortissants partout dans le monde. Elles permettraient également à sa force de dissuasion sous-marine de sortir du bastion dans lequel elle est confinée en mer de Chine méridionale et d'accéder aux grands espaces océaniques. Malgré l'essor de ses moyens militaires et en particulier navals, elle sait ne pas être encore prête à se lancer dans un conflit majeur dans le Pacifique, et plus largement dans l'Indopacifique, face aux États-Unis et à leurs alliés. Sans expérience du combat, elle manque de personnel formé et expérimenté. La prise de Taïwan qui a récemment fait le choix d'une défense active du faible au fort est pourtant un préalable indispensable à toute opération de grande envergure dans le Pacifique.

La tentation d'attaquer la RDC est cependant modérée par les enseignements en provenance de la guerre qui se déroule actuellement en Ukraine. Ils montrent les difficultés qu'y rencontrent les forces russes à mener une opération d'invasion d'un pays pourtant moins bien équipé militairement que ne l'est Taïwan. L'obstacle que représente le franchissement du détroit de Taïwan – large de 65 milles nautiques (120 km) – qui sépare l'île du continent est un défi supplémentaire. L'attaque est encore compliquée par une géographie difficile et des côtes dont beaucoup ne se prêtent pas au plageage d'engins de débarquement. La météorologie, capricieuse dans la zone rend l'opération encore plus difficile. Les répercussions qu'aurait une attaque de ce type sur l'économie mondiale seraient majeures. L'ampleur des retombées économiques globales de la guerre en Ukraine a surpris beaucoup alors que les pays directement concernés ont des PIB modestes. Celle d'un conflit de haute intensité dans un Indopacifique dont l'économie est les deux tiers de celle du monde serait sans commune mesure.

Cependant, l'analyse du retour d'expérience de la guerre en Europe et le fait que les États-Unis et l'OTAN ont fait le choix de ne pas y intervenir directement, créé une ambiguïté stratégique quant à la réaction des États-Unis en cas d'attaque par la RPC et incite probablement les planificateurs chinois à une prudence accrue. Ce report probable d'un conflit majeur entre grandes puissances dans le Pacifique ne change en rien l'objectif final de la RPC qui s'inscrit dans le temps long. Il penche plutôt en faveur de la poursuite, voire de l'accentuation de la stratégie des petits pas, c'est-à-dire de la multiplication des opérations d'influence et de leur généralisation dans tout le Pacifique pendant les années à venir.

Cela ne signifie pas que la Chine n'a pas de plan stratégique global pour le Pacifique, ou que ses actions ne soient qu'une partie de sa « diplomatie à multiples facettes » (全方位外交). En fait, Pékin a démontré une approche plus nuancée de ses activités dans le Pacifique **(Tableau 10)**. Face à la domination américaine, les performances de la Chine dans la dimension du « *hard power* » sont limitées (bien que la situation commence à changer). En revanche, Pékin a orienté ses vastes ressources (militaires et économiques) vers la dimension du « *soft power* », et ses efforts ont maintenant engendré de plus en plus de gains, ce qui conforte la domination future de la Chine dans la région.

Tableau 10 • **Plans d'action types de la Chine dans le Pacifique**

Moyen	Catégorie	Objectif	Cas représentatif
Assistance humanitaire et les secours en cas de catastrophe	Militaire	• Acquérir de l'expérience • Dissuader les adversaires potentiels	Éruption du Hunga Tonga (Tonga)
Surveillance et recueil d'informations maritimes	Militaire		Incident sino-australien en mer d'Arafura
Relations économiques asymétriques	Économique	• Défendre les « intérêts essentiels » • Réduire le désavantage stratégique • Participer aux affaires régionales et entraver l'hégémonie américaine en indopacifique	Interdiction de venue des groupes de touristes (Palaos)
Initiative de « la Ceinture et de la Route »	Économique		Amélioration de l'ancien aéroport sur l'île de Canton (Kiribati)
Aides	Économique		Diplomatie médicale (tous les pays)
Échanges	Identitaire	• Poursuivre « la domination sur les esprits » • Façonner un environnement de sécurité favorable, renforcer la coordination stratégique et le soutien mutuel	Association d'amitié sino-calédonienne (Nouvelle-Calédonie)
Discours	Identitaire		Politique de « Regardez vers le nord » du Premier ministre Bainimarama (Fidji)

Source · Informations publiques compilées par les auteurs

La France est particulièrement visée à travers ses territoires d'outre-mer qui peuvent constituer des bases militaires d'importance en raison de leur situation géostratégique et de leur géographie physique. La Nouvelle-Calédonie en a été la preuve éclatante pendant la Guerre du Pacifique en étant la principale base logistique des armées du général MacArthur. La Polynésie française, peu concernée par la Deuxième Guerre mondiale en raison de son éloignement du théâtre d'opérations, serait aussi une base avancée de première importance.

Des évènements récemment survenus en Europe laissent entrevoir une autre possibilité, plus sombre encore, un embrasement mondial. La Russie et la Chine ont signé une déclaration commune le 4 février 2022 réaffirmant que les « nouvelles relations interétatiques » entre elles deux sont « supérieures » aux alliances politiques et militaires de « l'époque de la guerre froide ». Dans ces conditions, l'avertissement lancé le 25 avril 2022 par chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov du danger « réel » que le conflit en Ukraine dégénère en « troisième guerre mondiale » prend une tout autre signification. Ce serait la menace implicite d'une possible entrée en guerre de la Chine au secours d'une Russie en difficulté face à leurs ennemis communs, les États-Unis et leurs alliés de tous les continents.

Recommandations

Le 25 décembre 1940, Mao Zedong exposa la stratégie de « Front uni » (统一战线) du Parti communiste chinois pendant la Seconde Guerre sino-japonaise : *« Dans la lutte contre la clique anticommuniste des jusqu'au-boutistes, cela signifie utiliser les contradictions existant dans son sein, gagner la majorité, lutter contre la minorité, anéantir nos adversaires un à un »*. Cette stratégie de Front uni a été bien utilisée par Mao Zedong pour vaincre le Japon impérial en 1945 et gagner la guerre civile chinoise en 1949. De même, nous observons aujourd'hui plusieurs sortes de contradictions dans le Pacifique : la contradiction entre les pays anglo-saxons et la France, la contradiction entre l'ancien empire colonial et l'ancienne colonie, la contradiction entre l'État nucléaire et l'État antinucléaire. Ces contradictions ont donné aux dirigeants du Parti communiste chinois l'occasion de s'appuyer une fois de plus sur l'« arme magique » (法宝) de son fondateur pour battre le camp démocrate dans le Pacifique au 21e siècle. Afin de contrer efficacement l'invasion de l'influence malveillante de la Chine, les pays insulaires du Pacifique méritent plus d'attention, et les démocraties doivent abandonner les préjugés et coopérer davantage. Par conséquent, nous proposons les recommandations suivantes.

Pour les pays ayant des vues similaires et partageant les valeurs universelles de la liberté et de l'État de droit et de la démocratie, face aux menaces chinoises auxquelles sont confrontées les puissances du Pacifique et compte tenu de la puissance militaire chinoise qui ne cesse de croître à un rythme inconnu jusqu'à présent, il est indispensable, dans un premier temps, d'élargir le théâtre à l'ensemble de la zone Indopacifique pour englober les pays directement menacés. C'est en particulier le cas de l'Inde qui est en état de guerre larvée avec la Chine depuis 1962 et qui est aussi une grande puissance maritime. Il faut noter que la poursuite de l'expansion économique et politique de Pékin à tous les continents fait craindre qu'à terme, ce soit à l'échelle mondiale que risque de s'étendre un conflit. Dès lors, trois recommandations :

Recommandation 1 • Œuvrer à l'établissement d'une alliance des puissances militaires riveraines de l'Indopacifique et partageant les valeurs universelles de la liberté et de l'État de droit et de la démocratie. Celle alliance réunirait des pays partageant les mêmes doctrines d'emploi des armes et de la logistique – en portant l'accent sur l'interopérabilité des systèmes d'armes et des munitions. L'exemple de l'OTAN qui a fait ses preuves pendant la guerre froide est évident. Une extension de l'organisation cependant n'est pas souhaitable pour des raisons géopolitiques, de nombreux pays ne le voulant pas.

Recommandation 2 • Se tenir prêt à annihiler dès le début d'un éventuel conflit les sept hauts fonds remblayés illégalement par la Chine dans l'archipel des Spratley, en particulier les trois qui disposent de pistes d'aviation permettant aux chasseurs-bombardiers chinois d'intervenir dans toute la mer de Chine méridionale sans ravitaillement en vol.

Recommandation 3 • Être en position de fermer le carcan des approches maritimes de la Chine. Autrement dit, réaliser le « dilemme de Malacca » et créer un « dilemme de Taïwan ». Il s'agit de contrôler et être capable de bloquer les détroits principaux donnant accès aux mers de Chine et de faire le blocus maritime de la Chine. Dont en particulier ceux de Malacca, Lombok et la Sonde au sud ; de Taïwan, Bashi et Miyako, ainsi que ceux de l'archipel japonais au nord.

Pour la France, les principaux alliés des États-Unis dans le Pacifique utilisent des systèmes d'armes de haute technologie, des équipements et des munitions américains ou interopérables avec eux ce qui leur permet de rationaliser une logistique de guerre. C'est donc bien la probabilité d'un conflit armé avec la Chine qui a été retenue par la présidence américaine. La RPC a une activité d'influence importante dans tous les États susceptibles de lui accorder des implantations territoriales lui permettant d'y établir des bases. Un accord récent avec les Îles Salomon autoriserait la Chine à y effectuer l'approvisionnement logistique de ses forces. Pendant la guerre du Pacifique, les îles Salomon ont été une base japonaise importante. Sa position géographique en ferait une base avancée de toute première importance pour la Chine. C'est une réussite importante de sa politique d'influence à seulement 850 MN de la Nouvelle-Calédonie et une menace pour la stabilité du territoire et de la région.

Recommandation 4 • Lutter contre les opérations d'influence chinoise en travaillant au renforcement de la cohésion de la population en Nouvelle-Calédonie dans le giron de la République française. Malgré trois referendums en Nouvelle-Calédonie, aucun des deux groupes humains de taille similaire qui composent la population n'est prêt à accepter quelque résultat que ce soit. Le statut coutumier de l'un est difficilement conciliable avec celui relevant du droit civil de l'autre. Il est impératif de négocier localement de façon à rétablir la cohésion et créer un véritable peuple néocalédonien dans le giron de la République française. Les opérations d'influence chinoise resteront d'autant plus efficaces que la population sera désunie. Il y a urgence à agir.

Recommandation 5 • Baser des moyens aéronavals français capables d'assurer l'action de l'État en mer et de mener des opérations de haute intensité dans le Pacifique. L'enjeu néocalédonien est donc primordial pour la stratégie française dans l'Indopacifique, mais aussi pour son rang géopolitique dans le monde. Tout en réglant définitivement les problèmes de cohabitation des populations sur le Caillou, la France doit impérativement augmenter rapidement ses moyens opérationnels tant en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie française en y basant des moyens aéronavals de premier rang, sous l'autorité d'un officier de marine eu égard à la composante maritime essentielle du théâtre d'opérations et en y déployant régulièrement un sous-marin nucléaire d'attaque, le groupe aéronaval et des forces amphibies.

Recommandation 6 • Malgré la méfiance créée par « l'affaire des sous-marins australiens », nouer une alliance forte avec les principales puissances de l'Indopacifique face à la montée en puissance chinoise. Les liens stratégiques de la France avec l'AUKUS ont été sévèrement entamés alors que les forces militaires françaises basées dans le Pacifique ne sont pas au niveau de celles que requière l'immensité de son domaine maritime, et moins encore un conflit de haute intensité. Le décalage du rythme de la montée en puissance dans la zone des moyens militaires français avec ceux de la Chine crée une fragilité exploitable par cette dernière pour mener une politique du fait accompli. Faute de rester une véritable puissance du Pacifique, la France sans véritables alliés perdrait toute influence dans la zone malgré l'importance géostratégique de ses territoires. Elle y serait remplacée par les États-Unis comme cela s'est produit en 1941 ou pourrait l'être par la RPC. La France, pays européen le plus engagé dans la région Indopacifique, ne peut pas être isolée militairement dans le Pacifique. Comme elle est membre de l'OTAN en Europe, il lui faut faire partie d'une grande coalition dans le Pacifique et l'Indopacifique pour participer à la liberté de navigation et se protéger des velléités d'intervention de la RPC contre ses intérêts, ses territoires et ses espaces océaniques, plus importants que ceux de tout autre État dans le Pacifique. Des négociations doivent être entreprises en vue de nouer des liens forts avec les différents membres de la coalition qui est en train de se constituer face à la Chine, non comme observateur, mais comme acteur de premier rang.

Pour Taïwan, compte tenu de son importance géopolitique et de son potentiel de « soft power », elle pourrait jouer un rôle actif dans le Pacifique autour de quatre aspects :

Recommandation 7 • Accroître la participation de Taïwan aux mécanismes de coopération en matière de sécurité régionale. À court terme, la coopération au niveau des garde-côtières pourrait d'abord être élargie. D'une part, sur la base des accords bilatéraux existants en matière de garde-côtière, Taïwan devrait consolider les échanges dans le domaine de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe à Guam, aux Palaos et ailleurs et renforcer la confiance mutuelle afin d'étendre le domaine des opérations pouvant être menées conjointement. D'autre part, en utilisant des mécanismes multilatéraux comme la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et le *Global Cooperation and Training Framework* (GCTF) comme tremplins, Taïwan pourrait coopérer avec les États-Unis, le Japon, l'Australie, la France et les pays insulaires du Pacifique en matière politique, de formation et d'équipement. À long terme, Taïwan devrait poursuivre l'élargissement de cette coopération au domaine de la défense qui joue un rôle clé dans la prévention de l'agression chinoise.

Recommandation 8 • Établir une nouvelle chaîne d'approvisionnement de haute technologie entre Taïwan et la France. La Nouvelle-Calédonie est l'un des principaux producteurs de minerai de nickel au monde. Sa production en 2021 est de 190 000 tonnes ce qui la classe au troisième rang mondial. Taïwan est le quatrième partenaire à l'exportation de la Nouvelle-Calédonie (après la Chine, la Corée du Sud et le Japon). Considérant que le nickel est une matière première importante pour de nombreux produits de haute technologie (tels que l'avion de combat Rafale et les véhicules électriques), Taïwan et la France doivent explorer une coopération minière en Nouvelle-Calédonie sur des questions de chaîne d'approvisionnement de haute technologie.

Recommandation 9 • Promouvoir la culture et les valeurs taïwanaises. Dans le Pacifique, Taïwan dispose de deux avantages comparatifs en matière de *« soft power »*. D'une part, Taïwan n'a pas de fardeau historique comme les anciennes puissances coloniales. L'île était même une colonie dans le passé, ce qui peut servir à contrer le discours anticolonial de la Chine quand on voudrait promouvoir des valeurs communes comme la démocratie et les droits de l'homme dans la région. D'autre part, en tant que système politique le plus démocratique et dynamique dans le monde chinois, il est assez attrayant pour la communauté chinoise qui s'oppose à l'autocratie du PCC. L'affaire du consulat de Chine à Tahiti montre que la communauté chinoise en Polynésie française conserve un lien significatif avec la RDC (1). Par conséquent, la culture et les valeurs démocratiques de Taïwan peuvent être considérées comme de précieux outils pour gagner du soutien local dans la région du Pacifique. Au moment où il y a de plus en plus d'Instituts Confucius qui ferment leurs portes en raison de diverses critiques, notamment d'activités d'espionnage et d'ingérence sur la liberté académique, Taïwan devrait saisir cette opportunité pour établir un « centre taïwanais d'étude du mandarin » (臺灣華語文學習中心) dans les pays insulaires du Pacifique afin de promouvoir la langue chinoise avec les caractéristiques taïwanaises et partager les expériences taïwanaises sur la liberté et la démocratie (2).

Recommandation 10 • Renforcer le lien austronésien. Taïwan partage des liens culturels et ethniques avec les pays insulaires du Pacifique. Les aborigènes de Taïwan et les peuples dans les pays insulaires du Pacifique font tous partie du cercle culturel de l'Austronésien. Depuis les années 2000, les échanges avec les pays insulaires du Pacifique ont été encouragés par des mécanismes tels que le Forum austronésien (南島民族論壇). Le renforcement du lien austronésien contribuera à accroître la visibilité et la proximité de Taïwan avec les îles du Pacifique.

(1) De 1945 à 1965, la RDC avait un consulat local à Tahiti, qui a ensuite été fermé en raison de l'établissement de relations diplomatiques entre la RPC et la France en 1964. Ses droits de propriété sont rendus aux mains de la communauté chinoise locale qui a aidé à l'établissement du consulat. Cependant, Pékin, revendiquant des droits de succession sur le bâtiment en vertu du principe d'une seule Chine, a refusé de reconnaître la propriété du bâtiment par la communauté chinoise et a fait appel. Dans les deux verdicts de 1978 et 2008, Pékin a perdu l'affaire et a été forcé de trouver un nouvel emplacement pour installer un consulat.
(2) Il y a actuellement 45 centres taïwanais d'étude du mandarin dans le monde qui se situent aux États-Unis et en l'Europe.

Tables des tableaux et des figures

Tableaux

Tableau 1 • **Liste des titulaires chinois de l'Ordre de Tahiti Nui (Polynésie française)** 12

Tableau 2 • **Changements de la reconnaissance diplomatique des pays insulaires du Pacifique** 13

Tableau 3 • **Présentation synthétique des États du Pacifique Sud** 17

Tableau 4 • **Escales annuelles du Groupe école de formation de la Marine taïwanaise entre 2010 et 2020** 32

Tableau 5 • **Missions de l'avion de transport chinois Y-20 à l'étranger (2020-2022)** 35

Tableau 6 • **Pays insulaires du Pacifique signataires de l'accord sur l'initiative « la Ceinture et la Route »** 37

Tableau 7 • **Dons militaires de la Chine dans le Pacifique Sud** 38

Tableau 8 • **Les dix principaux donateurs aux pays insulaires du Pacifique en 2020** 39

Tableau 9 • **Principaux dons de la Chine aux pays insulaires du Pacifique depuis l'épidémie de Covid-19** 40

Tableau 10 • **Plans d'action types de la Chine dans le Pacifique** 50

Figures

Figure 1 • **Carte des îles du Pacifique en 2022** 16

Figure 2 • **Carte de la Communauté du Pacifique, avril 2012** 18

Figure 3 • **Carte des principales bases militaires pendant la Seconde Guerre mondiale (Japon et États-Unis) et Polynésie française** 27

Figure 4 • **Principales alliances croisées dans l'Indopacifique (avril 2022)** 31

Bibliographie

Amadou, Aude et Herbillon, Michel (2012), *L'espace Indopacifique : enjeux et stratégie pour la France*, Assemblée nationale, rapport d'information, 16 février 2012, disponible ici

Ambassade de la République populaire de Chine en République française (2015), « Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXIe siècle : Perspectives et actions », 8 avril 2015, disponible ici

Amelot, Laurent, Eudeline, Hugues et Mongrenier Jean-Sylvestre Mongrenier (2021), *La Nouvelle-Calédonie dans la France. Enjeux géopolitiques du référendum du 12 décembre*, Institut Thomas More, note d'actualité 77, décembre 2021, disponible ici

Aqorau, Transform (2021), "Solomon Islands' Foreign Policy Dilemma and the Switch from Taiwan to China", *in* G. Smith et T. Wesley- Smith (Eds.), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021, pp. 319-348

Asia Pacific Report (2021), "Samoa confirms China-backed Vaiusu Bay port project shelved", 31 août 2021, disponible ici

Barrett, Jonathan, (2021), "China plans to revive strategic Pacific airstrip, Kiribati lawmaker says", *Reuters,* 5 mai 2021, disponible ici

Charon, Paul et Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste (2021), *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), 2e édition, octobre 2021, disponible ici

Commission européenne (2021), *La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique*, Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, 16 septembre 2021, disponible ici

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine (2021), « Conférence de presse du 23 décembre 2021 tenue par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian », 23 décembre 2021, disponible ici

Dasque, Jean-Michel (2011), « Les États insulaires du Pacifique Sud, entre unité et diversité », *Questions internationales*, N°48, mars-avril 2011

Fer, Yannick (dir.) (2014), *Diasporas asiatiques dans le Pacifique. Histoire des représentations et enjeux contemporains*, Paris, Les Indes savantes, 2014

Greene, Andrew (2019), "Chinese warships arrive in Sydney as Beijing warns of South China Sea resolve", *ABC News*, 3 juin 2019, disponible ici

Huaxia (2022), "Chinese navy ships depart from Tonga after delivering China's disaster relief supplies", *Xinhua*, 22 février 2022, disponible ici

International Monetary Fund (2019), "Republic of Palau: 2018 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Palau", 5 février 2019, disponible ici

Institut d'émission d'outre-mer (2021a), *Rapport annuel économique Nouvelle-Calédonie 2020*, juin 2021, disponible ici
— (2021b), *Début des travaux du nouveau port international aux Samoa*, septembre 2021, disponible ici

Jeannin, Alain (2021), « "Quoi de mieux pour entrer en Nouvelle-Calédonie que de s'emparer du nickel" explique Bastien Vandendyck, analyste en relations internationales », France Info, 25 janvier 2021, disponible ici

Komai, Makereta (2015), "Fiji's foreign Policy and the New Pacific Diplomacy", *in* G. Fry and S. Tarte (Eds.), *The New Pacific Diplomacy*, Canberra, ANU Press, 2015, pp.111-121.

Latu, Siamelie (2022), "Tonga develops its diplomatic relations with People's Republic of China", *Matangi*, 18 février 2022, disponible ici

Lawrence, Susan V. et Campbell, Caitlin (2022), *Taiwan: Political and Security Issues*, Congress, Congressional Research Service, IF10275, 6 avril 2022, disponible ici

Le Monde (2019), *Géopolitique des îles en 40 cartes, Le Monde,* hors-série, 2019

Liu, Xuanzun et Guo, Yuandan (2022), "PLA's Y-20 cargo planes deliver disaster relief supplies to Tonga in record-breaking mission", *Global Times*, 28 janvier 2022, disponible ici

Liu, Xuanzun (2022), "PLA vessels to wrap up relief supplies delivery to Tonga", *Global Times*, 23 février 2022, disponible ici

Lum, Thomas (2020), *The Freely Associated States and Issues for Congress*, Congress, Congressional Research Service, R46573, 7 octobre 2020, disponible ici

Lum, Thomas et Vaughn, Bruce (2022), *The Pacific Islands*, Congress, Congressional Research Service, IF11208, 25 avril 2022, disponible ici

MacLellan, Nic (2021), "Stable, Democratic and Western: China and French Colonialism in the Pacific", *in* G. Smith et T. Wesley-Smith (Eds.), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021, pp. 197-232

Michel-Brassart, Monica et Trastour-Isnart, Laurence (2022), *Les enjeux de défense en Indopacifique*, Assemblée nationale, rapport d'information, 17 février 2022, disponible ici

Miller, Edward S. (1991), *War Plan Orange*, Annapolis Md, Naval Institute Press, 1991

Ministère des Affaires étrangères et de l'Europe (2022), « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », février 2022, disponible ici

Mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union européenne (2021), "Wang Yi préside la première réunion des Ministres des Affaires étrangères de la Chine et des pays insulaires du Pacifique", 12 décembre 2021, disponible ici

Nye, Joseph S. (2021), "Soft power: the evolution of a concept", *Journal of Political Power*, 2021, Vol.14, Issue 1, pp, 196-208

Poletti, Bérangère et Tan Buon (2022), *La stratégie de la France et de l'Europe à l'égard de la Chine*, Assemblée nationale, rapport d'information, n°5027, 9 février 2022, disponible ici

Pryke, Jonathan et Dayant Alexandre (2021), "China's declining Pacific aid presence", The Lowy Institute, 30 septembre 2021, disponible ici

Samoa Observer (2021), "The deficiencies of the Vaiusu Wharf project", 3 février 2021, disponible ici

Sautedé, Eric (2013), « La Chine dans le Pacifique Sud : tropisme, défiance et normalisation », *Hermès, La Revue*, 2013/1 (n°65), pp. 68-71, disponible ici

Sheng, Fei and Smith, Graeme (2021), "The Shifting Fate of China's Pacific Diaspora", *in* G. Smith et T. Wesley- Smith (Eds.), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021, pp. 427-450

Siddiqui, Huma (2021), "Chinese expansion in Pacific waters raise security concerns", *Financial Express*, 22 juillet 2021, disponible ici

State Council Information Office of the People's Republic of China (2014), "China's Foreign Aid", 10 juillet 2014, disponible ici
— (2015), "China's Military Strategy", 27 mai 2015, disponible ici
— (2019), "China's National Defense in the New Era", 24 juillet 2019, disponible ici

Thibault, Harold (2020), « La Chine lorgne la Nouvelle-Calédonie et ses réserves de nickel », *Le Monde*, 2 octobre 2020, disponible ici

Trémon, Anne-Christine (2009), « Un consulat de Chine dans la France d'Outre-mer », *Critique internationale*, 2009/1, No.42, pp. 119-140

Vaughn, Bruce (2022), *Australia*, Congress, Congressional Research Service, IF10491, 25 janvier 2022, disponible ici

White House (2022), *Indo-Pacific Strategy of the United States*, février 2022, disponible ici

Xinhuanet (2017), "Xi Jinping appelle à construire ensemble une communauté de destin pour l'humanité", 21 janvier 2017, disponible ici
— (2018), "China, Pacific Island countries lift ties to comprehensive strategic partnership", 17 nov. 2018, disponible ici
— (2021), "Confucius Institute inaugurated in Lae, Papua New Guinea", 23 février 2021, disponible ici

Xinhua Silk Road (2017), "Ceinture et Route : conception et vision de la coopération maritime", 20 juin 2017, disponible ici

Zhang, Denghua (2020), "China's military engagement with Pacific Island countries", *Asia & The Pacific Policy Society*, 17 août 2020, disponible ici

Zhou, Fangyin (2021), "A Reevaluation of China's Engagement in the Pacific Islands", *in* G. Smith et T. Wesley- Smith (Eds.), *The China Alternative: Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021, pp. 233-258

《中華人民共和國駐巴布亚新几内亚獨立國大使館》(2021)，〈巴布亚新几内亚国家概况〉，2021年3月，disponible ici

王建偉 (2017)，《全勝：資訊網路時代的制勝之道》，長江文藝出版社，2017年

《中華人民共和國外交部》(2022)，〈王毅：中国对南太岛国有一份特别的关注和支持〉，2022年3月27日，disponible ici

《铁血观世界》(2021)，〈打砸抢烧暴力事件升级，造成2亿元经济损失，中国正式宣布介入〉，2021年12月30日，disponible ici

古莉，〈習近平建設"一切為了打仗的後勤"〉，《法國國際廣播電台》，2021年11月24日，disponible ici

林廷輝 (2019)，〈太平洋島嶼國家》真實的亡國感：南太的多邊防衛合作SPDMM〉，《自由時報》，2019年12月5日，disponible ici

《中华人民共和国驻帕皮提领事馆》(2013)，〈武东馆长领事出席法属波利尼西亚大学孔子学院揭牌仪式〉，2013年5月29日，disponible ici

《環球網》(2021)，〈南太平洋地区走近中国，美澳为何急眼？〉，2021年12月21日，disponible ici

ETtoday新聞雲 (2018)，〈習近平訪巴布亞紐幾內亞　莫士比港掛上五星旗迎接〉，2018年11月15日，disponible ici

国务院新闻办公室 (2021)，〈国务院新闻办就2020年全年进出口情况举行发布会〉，《中華人民共和國商務部》，2021年1月14日，disponible ici

商务部美洲大洋洲司 (2019)，〈中国与太平洋岛国贸易和投资简况〉，《中華人民共和國商務部》，2019年5月29日，disponible ici

梅常伟 (2019)，〈魏凤和会见第四届加勒比南太高级防务论坛各国代表〉，《新華社》，2019年7月8日，disponible ici

《中華人民共和國商務部》(2021)，〈对外投资合作国别（地区）指南：斐济〉，2021年6月，disponible ici

刘亚琼 (2019)，〈习近平关于"讲好中国故事"的五个论断〉，《環球視野》，2019年4月23日，disponible ici

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl et de l'Institut de recherche sur la défense et la sécurité nationales (Institute for National Defense and Security Research, Taipei). Les propos et opinions expimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl
© Institute for National Defense and Security Research
Juillet 2022

You
Tube